

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMISSION

L'évolution récente
de la situation économique

15 SEPTEMBRE 1958

La présente étude sur l'évolution récente de la situation économique dans les Etats membres de la Communauté et aux Etats-Unis a été établie par la Commission en vue de la session ordinaire d'octobre 1958 de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

SOMMAIRE

	Pages
<i>Introduction</i>	7
<i>Chapitre I — La situation économique de la Communauté</i>	13
1. Évolution de la production	13
2. Évolution de la demande	22
3. Conditions de l'équilibre	23
4. Perspectives	25
<i>Chapitre II — L'évolution économique dans les pays de la Communauté</i>	27
A — RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27
1. Évolution de la production	28
2. Évolution de la demande	30
3. Conditions de l'équilibre	31
4. Perspectives	32
B — BELGIQUE	34
1. Évolution de la production	34
2. Évolution de la demande	38
3. Conditions de l'équilibre	38
4. Perspectives	39
C — FRANCE	42
1. Évolution de la production	43
2. Évolution de la demande	46
3. Conditions de l'équilibre	47
4. Perspectives	49
D — ITALIE	52
1. Évolution de la production	52
2. Évolution de la demande	53
3. Conditions de l'équilibre	55
4. Perspectives	56

	Pages
E — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG	57
1. Évolution de la production	57
2. Évolution de la demande.	58
3. Conditions de l'équilibre	59
4. Perspectives.	59
F — PAYS-BAS.	61
1. Évolution de la production	61
2. Évolution de la demande.	63
3. Conditions de l'équilibre	64
4. Perspectives.	65
<i>Indication des sources</i>	69

INTRODUCTION

Au cours de l'année 1957, l'expansion rapide qu'avait connue l'économie des pays membres de la Communauté pendant les années antérieures a commencé à donner certains signes d'essoufflement sous l'effet conjugué d'une détérioration du climat économique aux Etats-Unis et d'un ralentissement du boom d'investissements qui avait porté l'activité au très haut niveau qu'elle atteignait en Europe. Ces tendances à l'affaiblissement de la conjoncture se sont affirmées dans les Etats du Benelux dès le milieu de 1957; depuis lors elles sont apparues avec une certaine netteté dans la république fédérale d'Allemagne et en Italie, et, plus récemment et dans une moindre mesure, en France.

L'évolution économique récente aux Etats-Unis tient en partie à la politique suivie pour lutter contre les fluctuations cycliques auxquelles l'économie américaine continue d'être soumise — quoique de façon plus atténuée depuis la guerre — et plus particulièrement contre la récession de 1953/54. Les mesures d'assouplissement du crédit et les réductions d'impôts décidées pour combattre cette dernière procurèrent à l'économie américaine des liquidités considérables. Lorsque, dans la phase ascendante, la propension à investir se mit à croître fortement, les capacités de production augmentèrent plus rapidement que ne le justifiait le développement de la demande. Il est possible que les mesures de restrictions de crédit prises pour freiner ce boom aient été ensuite maintenues trop longtemps.

L'évolution de la conjoncture américaine au cours des dernières années correspond de façon presque parfaite au cycle classique. En deux ans, de 1954 à 1956, les investissements intérieurs privés augmentèrent d'environ 30 %. Il était inévitable qu'une telle augmentation, par ses répercussions sur le niveau des profits et sur la situation du marché du travail, conduisit à une forte expansion des revenus. Il vint s'y ajouter un changement dans la composition de la consommation : un fort accroissement relatif de la demande de biens de consommation durables se manifesta dans différents secteurs, notamment dès 1954, dans le secteur automobile, dont la production augmenta en un an de quelque 50 %. Cette évolution agit également, comme stimulant dans le domaine des industries lourdes, au moment où ces industries avaient atteint les limites de leur capacité de production par suite de l'expansion générale de la demande de biens d'investissement.

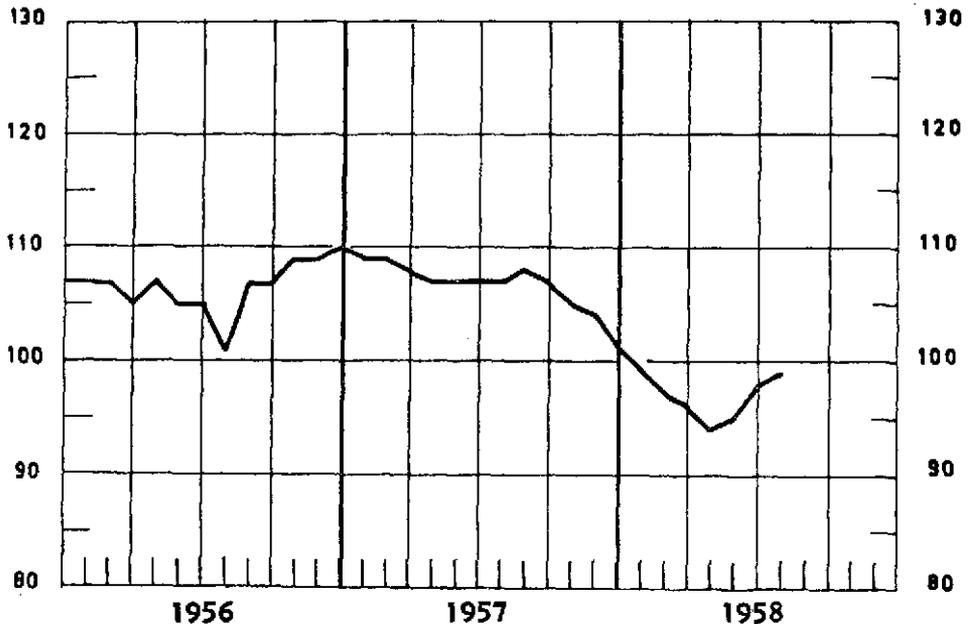
Le développement rapide de la demande de biens intermédiaires entraîna dès 1955 une hausse sensible des prix de gros. La tension existant sur le marché du travail favorisa d'autre part les revendications de salaires, que les employeurs acceptèrent généralement de satisfaire, ne rencontrant eux-mêmes que peu de difficultés à répercuter sur les prix l'augmentation des coûts de production. La propension à l'épargne étant par ailleurs en régression — comme il arrive généralement au début et pendant la plus grande partie de la phase ascendante du cycle —

la demande effective exerça sur les prix des biens de consommation une pression croissante et, dès 1956, les prix de détail commencèrent à augmenter.

La politique conjoncturelle s'efforça de lutter contre l'excès de la demande effective, en recourant principalement aux restrictions de crédit. Elle réussit simplement à freiner la hausse des prix, qui se poursuivit cependant à un rythme de 2 à 3 % par an. La propension des entrepreneurs à investir se trouva ainsi doublement affectée : d'une part du fait des restrictions de crédit, qui en général atteignent en premier lieu les investissements ; de l'autre, par suite de l'incidence sur les profits de la pression continue des salaires et du retard relatif des gains de productivité. Les facteurs psychologiques jouaient dans le même sens : doutes quant à la persistance de l'expansion, sentiment que tôt ou tard la phase descendante du cycle économique se manifesterait...

Dans le domaine de la consommation privée, en dépit de l'augmentation des revenus disponibles, un ralentissement se fit également jour. Des changements notables se produisirent par ailleurs dans la structure de la consommation : les services eurent tendance à absorber une part plus grande des dépenses (ils font d'ailleurs aujourd'hui encore l'objet d'une demande soutenue). Cette situation contribua à faire cesser le boom des investissements dans le secteur des biens de consommation durables.

GRAPHIQUE 1
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)
U.S.A.
1953 = 100



(1) Variations saisonnières exclues.

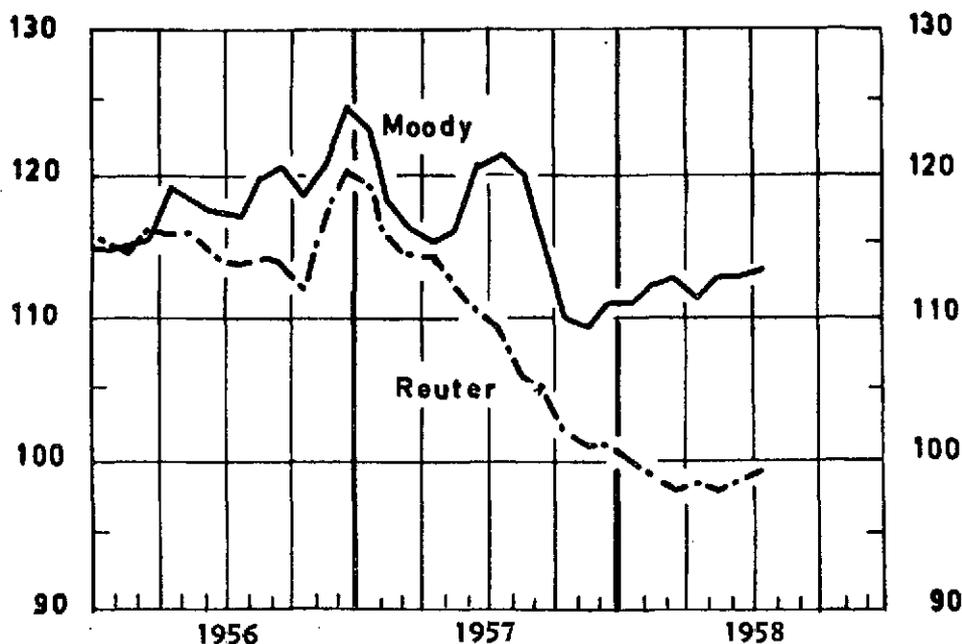
Dans l'ensemble, les investissements privés n'augmentèrent plus et accusèrent même un recul très sensible : de \$ 66 milliards en 1956, ils tombèrent à \$ 52 milliards au premier trimestre 1958 sur une base annuelle. Succédant au fort accroissement précédent, ce recul a pesé d'autant plus sur les revenus des entrepreneurs qu'il n'a pas été compensé par une augmentation équivalente des dépenses publiques, ni par d'autres facteurs expansifs. L'utilisation des stocks très élevés antérieurement constitués ayant d'autre part contribué au ralentissement des affaires, la récession se répercuta sur l'ensemble de la production. L'utilisation de la capacité de production de l'industrie de l'acier tomba à moins de 50 %. De juillet 1957 à avril 1958, la production industrielle baissa de 14 %. (Voir graphique 1, page 8.)

Le nombre de personnes employées dans les secteurs autres que l'agriculture recula de 3 % environ. Le pourcentage des chômeurs par rapport à l'ensemble de la population active s'éleva à 7,5 %. Le niveau élevé des prestations sociales a cependant empêché une baisse sensible des revenus des salariés, de sorte que la réduction des revenus disponibles dans leur ensemble n'a pas été comparable à celle de la production industrielle. Au total, le produit national brut des Etats-Unis a marqué entre le 3^e trimestre 1957 et le 1^{er} trimestre 1958, une diminution de 3,4 % dans laquelle la diminution des stocks entre pour les deux tiers environ.

GRAPHIQUE 2

COURS MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES

1949 = 100



La récession de l'économie américaine a sans aucun doute répandu dans le monde des tendances déflationnistes. Elle a conduit à une certaine contraction des importations des Etats-Unis, notamment de matières premières, en raison du changement intervenu dans la politique de stockage. Il en résulta une accélération de la baisse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, à laquelle contribuaient par ailleurs le ralentissement de l'activité en Europe occidentale et la stagnation en Grande-Bretagne. (Voir graphique 2, page 9.)

Cette baisse, dont les effets psychologiques sur la conjoncture des pays industriels ne peuvent pour leur part être négligés, s'inscrit dans une évolution à plus long terme. En effet, la demande s'était maintenue à un niveau très élevé pendant la guerre et la période de reconstruction qui suivit, ainsi que durant la crise de Corée. Les producteurs furent ainsi amenés à développer la production d'une manière qui se révéla excessive lorsque la demande se normalisa du fait du niveau élevé des stocks, alors que d'autre part les progrès technologiques permettaient de réaliser des économies importantes dans l'utilisation des matières premières. Il s'en suivit une baisse des cours de matières premières qui s'aggrava avec le renversement de la conjoncture. Les disponibilités en devises des pays producteurs de matières premières s'en trouvèrent fortement atteintes et par voie de conséquence leurs possibilités de maintenir le niveau de leurs importations en provenance des pays industrialisés.

L'influence dépressive que la récession américaine et la baisse des cours mondiaux ont exercée sur les pays de la Communauté ne doit cependant pas être surestimée. D'une part, elle varie suivant la place tenue dans l'économie de ces pays par le commerce extérieur, suivant la structure de leurs exportations et le niveau relatif de leurs prix. D'autre part, elle n'explique qu'en partie l'affaiblissement de la conjoncture constaté actuellement en Europe, qui tient dans une large mesure à des causes d'ordre intérieur : essoufflement des investissements, et, notamment en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, conséquences de la politique antiinflationniste suivie pour résorber de graves déficits de balance des paiements.

Cette influence paraît revêtir aujourd'hui un caractère d'ordre psychologique plus encore que mécanique. Et c'est surtout sous cet aspect que l'évolution de l'économie américaine et des marchés mondiaux au cours des prochains mois peut ou non contribuer au raffermissement de la conjoncture européenne.

Divers signes de reprise semblent indiquer qu'aux Etats-Unis la récession a touché son point le plus bas au cours des derniers mois. C'est ainsi que depuis le mois d'avril la production industrielle, bien que restant sensiblement inférieure à celle de la période correspondante de l'année précédente, a de nouveau quelque peu augmenté (+ 8,5 % d'avril à août). Cet accroissement de la production concerne notamment l'industrie sidérurgique, l'industrie des matériaux de construction par suite de la reprise de l'activité du bâtiment, l'industrie pétrolière, les charbonnages et récemment quelques secteurs de l'industrie des biens de consommation durables, telle l'industrie du meuble et certaines branches des industries électro-mécaniques. Le nombre des personnes employées au mois d'août, encore inférieur de plus d'un million à celui de la période correspondante de l'année précédente, a cependant

atteint le chiffre de 65,4 millions. Cette augmentation ne tient pas seulement à des facteurs saisonniers dans l'agriculture. On constate pour la première fois depuis un an et demi une augmentation de l'emploi dans l'industrie. On note un recul du chômage au cours des derniers mois et, à la fin du mois d'août, la proportion des chômeurs par rapport à la population active était de 6,7 % contre 7,5 % à la fin du mois de juillet.

L'augmentation des dépenses de l'État fédéral, des États et des municipalités — notamment des dépenses militaires et des dépenses de travaux publics — allant de pair avec la diminution des recettes résultant de la baisse d'activité, entraîne un déficit budgétaire qui est déjà en lui-même un facteur de soutien de la conjoncture. Les dépenses sociales consacrées à l'assistance aux chômeurs contribuent pour leur part au maintien du niveau des revenus. Ces derniers mois, on a même pu observer à nouveau un léger accroissement des revenus personnels, qui résulte du développement de l'emploi et de l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail, les revenus agricoles et les dividendes restant inchangés. L'augmentation du taux d'épargne que l'on pouvait constater précédemment ne s'est pas poursuivie et a même fait place à un léger recul. Les chiffres d'affaires du commerce de détail se sont remis à croître très légèrement. En même temps les stocks de marchandises de l'industrie et du commerce ont diminué fortement, alors que les nouvelles commandes de biens de consommation durables reçues par l'industrie se sont accrues.

En ce qui concerne toutefois le secteur de l'automobile l'évolution a été défavorable. Sans doute la comparaison des statistiques de production d'une année à l'autre est-elle affectée en ce domaine du fait que la sortie de nouveaux modèles a eu lieu cette année plus tôt que d'habitude. Mais la baisse des crédits à la clientèle, qui résulte exclusivement de la diminution des achats de voitures à crédit, démontre que les affaires continuent à stagner dans le secteur de l'automobile.

D'autre part les investissements privés restent faibles, bien que le niveau le plus bas paraisse avoir été atteint et que les dernières prévisions indiquent une légère augmentation pour le 4^e trimestre de 1958.

Au total, si l'on ne peut guère s'attendre à une accélération de la reprise de l'économie américaine au cours des prochains mois, on peut cependant supposer que la tendance à un rétablissement se poursuivra. Ce rétablissement ne semble pas mis en danger par les quelques mesures restrictives que le Federal Reserve Board a prises dernièrement. Ces mesures, qui se proposent d'empêcher la renaissance des pressions inflationnistes, paraissent témoigner d'une volonté de mieux doser les mesures anticycliques afin d'obtenir à long terme une expansion plus saine et plus régulière. Le danger existe toutefois d'un freinage trop brusque qui se traduirait par un arrêt inutile de la croissance; les mois prochains verront le résultat de cette expérience politique conjoncturelle.

En Grande-Bretagne, la stagnation continue et l'on s'attend même à nouveau au cours des mois prochains à un léger affaiblissement de la production industrielle. C'est principalement la demande étrangère qui a baissé bien que certains signes de faiblesse se manifestent à leur tour sur le marché intérieur. La situation satisfai-

sante de la balance des paiements, due en partie à l'amélioration des termes de l'échange et à l'afflux de capitaux à court terme ouvre cependant certaines possibilités d'assouplir la politique de restrictions poursuivie ces dernières années. La Banque d'Angleterre a réduit en quatre étapes le taux d'escompte de 7 à 4½% et un certain nombre de mesures ont été prises pour stimuler la demande; d'autres le seront sans doute bientôt. Il paraît donc peu probable qu'une aggravation sérieuse de la situation se produise en Grande-Bretagne.

Les prix mondiaux des matières premières et les taux de frets maritimes semblent avoir atteint leur niveau le plus bas. D'une part, la diminution des achats de matières premières par les Etats-Unis n'est plus aussi marquée qu précédemment. De même, dans les autres pays industriels, les stocks des industries de transformation ont considérablement diminués, de sorte que la demande pourrait se raffermir légèrement. D'autre part, la production de matières premières s'est partiellement adaptée à la demande réduite. Néanmoins, les stocks importants de certains produits qui se trouvent chez les producteurs de matières premières exercent encore une influence déprimante sur le niveau des prix.

Devant l'incertitude qui pèse ainsi sur le climat économique mondial, l'évolution de la conjoncture dans les pays de la Communauté prend une importance accrue.

CHAPITRE I

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

L'économie des pays de la Communauté connaît dans l'ensemble un affaiblissement plus ou moins marqué de la conjoncture. Dans les pays du Benelux, le niveau d'activité économique a été, au cours des huit premiers mois de 1958, inférieur à celui de la période correspondante de l'année précédente. Si la production totale a continué de croître dans la république fédérale d'Allemagne, en Italie et en France, un ralentissement de l'essor conjoncturel se manifeste dans les deux premiers pays et, plus récemment et dans certains secteurs, en France.

Bien que, dans tous les pays, les forces conjoncturelles aient agi dans le même sens, c'est-à-dire dans le sens d'un arrêt du développement ou d'une légère régression, il existe encore des différences sensibles dans les niveaux conjoncturels des divers pays. Ces différences apparaissent dans l'évolution de la demande — tant en valeur absolue que par rapport au développement de la production intérieure — et se manifestent par des décalages persistants et sensibles dans les niveaux de prix et dans les situations de balances des paiements. Certes, ces écarts ont été quelque peu nivelés, notamment sous l'influence de mouvements de capitaux principalement à court terme, mais les éléments fondamentaux de déséquilibre subsistent encore.

1. Évolution de la production

Jusqu'à présent, la production totale de la Communauté a continué à croître, quoique dans l'ensemble à un rythme plus lent que l'année précédente. Si l'on relève une légère expansion dans la république fédérale d'Allemagne et en Italie, ainsi qu'un accroissement encore plus marqué jusqu'ici en France, les pays du Bénélux enregistrent au contraire une régression (1).

La *production agricole*, qui avait souffert de conditions atmosphériques particulièrement mauvaises au cours de deux dernières années et était restée de ce fait dans la plupart des pays, notamment en France et en Italie, à un niveau relativement faible, semble devoir enregistrer en 1958 des résultats plus favorables, bien que cette année encore les conditions atmosphériques n'aient pas été très propices. En général, la production de fruits et légumes a été meilleure, tandis que la récolte de céréales ne semble pas avoir dépassé très fortement celle de 1957. La production de lait, de beurre et de fromage, stimulée par les dispositions prises par les

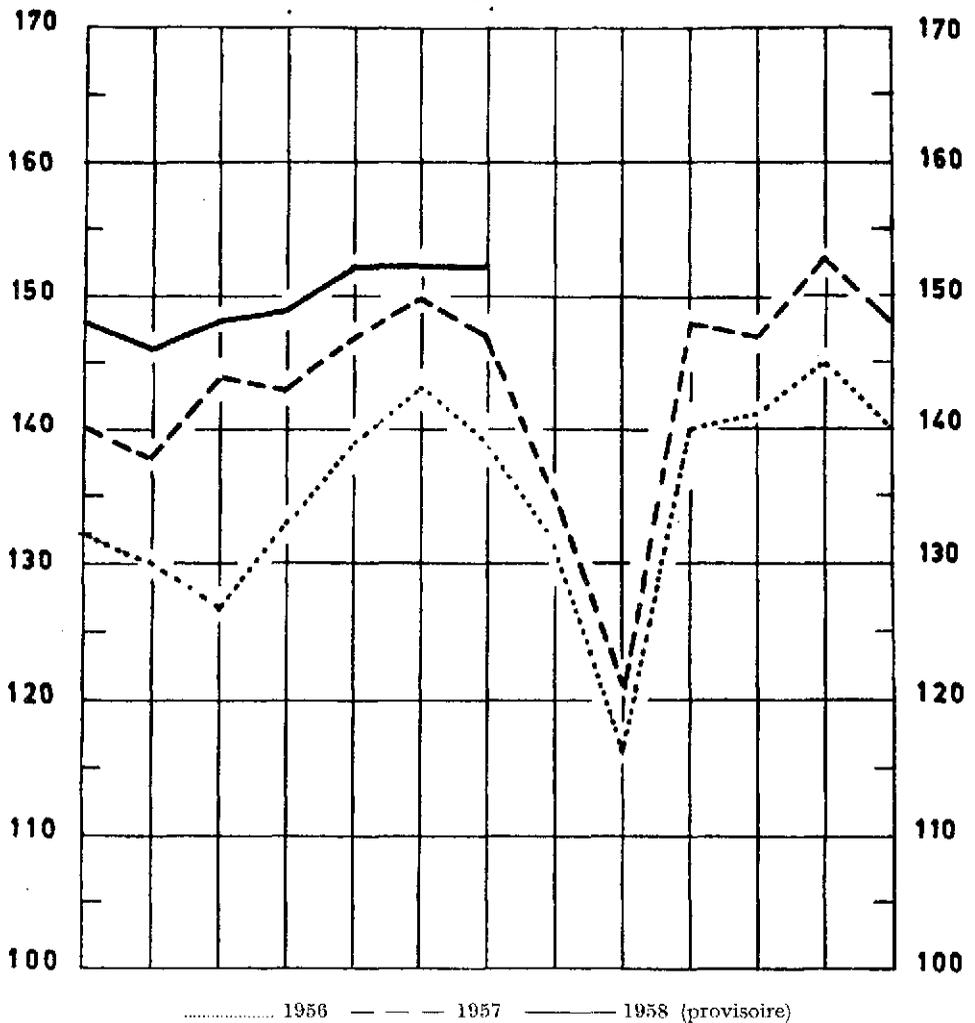
(1) Une analyse plus détaillée de l'évolution dans chaque pays fait l'objet du chapitre II, page 27.

pouvoirs publics notamment en matière de prix, a augmenté dans certains pays à un point tel que des excédents sont apparus.

La *production industrielle* de l'ensemble de la Communauté a été, au cours des six premiers mois de 1958, supérieure de 3,5 % à celle de la période correspondante de 1957.

GRAPHIQUE 3
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Communauté
1953 = 100



(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

Mais l'évolution a été très différente de pays à pays : tandis que, par rapport au premier semestre 1957, le niveau de la production industrielle était supérieur de 1,5 % en Italie, de 2,5 % dans la république fédérale d'Allemagne, de 9,5 % en France, il était inférieur de 9 % en Belgique, de 3,5 % aux Pays-Bas et de 4 % au Luxembourg.

TABLEAU 1
Production industrielle (1)

1953 = 100

	Allemagne (R. F.)	Belgique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Commu- nauté
Pondération...	42,1	6,4	27,2	17,7	0,4	5,4	100
<i>1957</i>							
1 ^{er} trimestre	145	129	145	136	127	134	141
2 ^e trimestre	152	129	151	145	130	136	148
3 ^e trimestre	145	111	128	134	122	124	134
4 ^e trimestre	155	125	157	141	123	126	149
<i>1958</i>							
1 ^{er} trimestre	149	121	161	139	123	127	147
2 ^e trimestre (2)	155	115	163	147	124	133	152

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

(2) Provisoire.

L'évolution de la production industrielle a été également différente dans les divers secteurs de l'économie. Des tendances à la baisse se sont manifestées d'une part dans l'industrie charbonnière et dans certaines industries de base et d'autre part dans certaines industries de biens de consommation. L'influence du cycle de stockage se fait particulièrement sentir dans ces branches d'autant plus que, dans certaines d'entre elles, la politique de prix des entrepreneurs ne s'est pas suffisamment adaptée à l'évolution de la demande.

Par contre, dans tous les pays de la Communauté, la production a continué à se développer de façon satisfaisante dans les industries des produits alimentaires, chimiques et dans une certaine mesure électro-mécaniques.

La production dans l'ensemble des *industries transformatrices des métaux* peut être également considérée comme assez favorable, puisqu'au deuxième trimestre de 1958, elle dépassait d'environ 6 % celle du second trimestre 1957. (Voir tabl. 2, p. 16.)

La situation est cependant assez différente suivant les pays. En France, les taux d'accroissement par rapport à l'année précédente, qui s'élevaient encore à plus de 15 % jusqu'en avril, ont considérablement baissé depuis, alors qu'aux

TABLEAU 2
Production de l'industrie transformatrice des métaux

1953 = 100

Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %
1954	106	12	119	14	106	12	123	15
1955	125	18	138	16	126	18	143	16
1956	141	13	157	14	137	9	152	6
1957	153	9	163	4	141	3	163	7
1958 (1)	164	7	172	6	—	—	—	—

(1) Provisoire.

Pays-Bas, les tendances à la régression marquaient un arrêt et que la production remontait même sensiblement au niveau de l'année précédente. Dans la République fédérale et en Italie, le taux d'accroissement a été de 4 % au second trimestre. En Belgique, par contre, la production des industries transformatrices des métaux était de loin inférieure à celle de 1957.

Parmi les industries transformatrices des métaux, l'évolution est également très variable d'une branche à l'autre.

Dans l'industrie automobile, la production de voitures de tourisme a marqué une progression considérable pour répondre à la fois à une demande étrangère fortement accrue et à une demande intérieure soutenue par le niveau élevé des revenus et par les modifications intervenues dans la structure de la consommation. Au second trimestre 1958, elle a été supérieure de 23 % à celle du second trimestre 1957. La production de véhicules utilitaires, notamment de poids lourds n'augmente au contraire que plus faiblement (4 %), en raison du ralentissement des investissements. (Voir tableau 3, page 17.)

La production des industries mécaniques est restée stationnaire dans la plupart des pays de la Communauté, — sauf en France, où l'on enregistre encore des taux d'accroissement notables — et dans certains d'entre eux, elle n'a pas même atteint le niveau de l'année précédente. Toutefois, d'après les dernières données disponibles, notamment sur les commandes, la production du secteur des constructions mécaniques semble se ranimer dans la république fédérale d'Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. (Voir tableau 4, page 18.)

Dans les constructions navales, les taux d'accroissement de la production restent élevés : le tonnage en construction dans les pays de la Communauté a été, pendant le deuxième trimestre, supérieur de 13 % à celui du deuxième trimestre 1957. L'accroissement le plus marqué a été enregistré dans la République fédérale,

TABLEAU 3
Production de véhicules automobiles (1)

Moyenne mensuelle

Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %
a) VOITURES DE TOURISME								
1954	88,4	33	96,1	27	91,9	27	104,7	29
1955	113,9	29	128,0	33	120,3	31	138,2	32
1956	152,0	34	156,8	23	134,7	12	151,9	16
1957	159,1	5	171,9	10	153,8	14	182,3	20
1958	207,9	31	212,4	23	—	—	—	—
b) VÉHICULES UTILITAIRES								
1954	29,0	36	29,1	37	27,3	28	32,6	19
1955	33,7	16	33,5	15	30,2	11	36,3	11
1956	36,4	8	36,9	10	31,9	6	39,5	9
1957	42,7	17	42,8	16	33,4	5	40,2	2
1958	45,6	7	44,8	4	—	—	—	—

(1) Seulement pour la république fédérale d'Allemagne, la France et l'Italie.

en Italie et aux Pays-Bas, du fait de l'extension particulièrement importante de la capacité de production des chantiers dans ces pays au cours des dernières années. Mais cette évolution favorable repose, non sur une augmentation de la demande courante, mais uniquement sur l'existence de carnets de commandes encore très garnis. Les nouvelles commandes marquent un net recul sous l'influence de la baisse des taux de frets maritimes et des excédents de capacité de transport. - (Voir tableau 5, page 19.)

La production de *l'industrie chimique* a été jusqu'ici relativement peu touchée par le ralentissement de la conjoncture. Elle a enregistré au premier semestre 1958, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, un accroissement plus fort que celui de la production industrielle prise dans son ensemble. D'une part, les progrès techniques particulièrement rapides dans ce domaine et les substitutions de consommation (au profit par exemple des matières plastiques), ont contribué à cette évolution; d'autre part, les variations de la conjoncture sont moins marquées dans ce domaine, des raisons techniques interdisant des mouvements de stocks analogues à ceux qui se produisent par exemple dans les charbonnages ou la sidérurgie.

TABLEAU 4
Production de l'industrie des constructions mécaniques (1)

1953 = 100

Année	Allemagne (R. F.)		Belgique (2)		Italie	
	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice	Variation par rapport à l'année précédente en %
<i>1955</i>						
1 ^{er} trimestre	123	22	113	17	115	17
2 ^e trimestre	133	23	119	18	121	14
3 ^e trimestre	144	24	113	14	107	8
4 ^e trimestre	152	21	124	12	111	7
<i>1956</i>						
1 ^{er} trimestre	143	16	108	— 4	112	— 2
2 ^e trimestre	154	16	145	22	126	4
3 ^e trimestre	152	6	117	4	110	3
4 ^e trimestre	151	— 1	136	10	119	8
<i>1957</i>						
1 ^{er} trimestre	152	6	129	19	130	16
2 ^e trimestre	153	0	142	— 2	137	8
3 ^e trimestre	153	1	116	— 1	118	7
4 ^e trimestre	160	6	135	— 1	123	3
<i>1958 (3)</i>						
1 ^{er} trimestre	157	3	119	— 8	128	— 2
2 ^e trimestre	154	0	125	— 7	136 (4)	0

(1) A l'exclusion des machines électriques et des véhicules.

(2) Chiffres de production calculés sur la base des livraisons.

(3) Seulement pour avril et mai 1958.

(4) Provisoire.

L'évolution de la production a été cependant différente suivant les pays. En France, la production a continué à augmenter fortement. Dans la république fédérale d'Allemagne et en Italie, les taux d'accroissement, également élevés, ont marqué une tendance à s'amenuiser au cours du premier semestre 1958, mais cette tendance semble s'être arrêtée au milieu de l'année. En Belgique, au grand-duché de Luxembourg et aux Pays-Bas, la production accuse un recul par rapport au niveau

TABLEAU 5

Constructions navales

Navires de mer en cours de construction

Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	En 1.000 TB	Variation par rapport à l'année précédente en %	En 1.000 TB	Variation par rapport à l'année précédente en %	En 1.000 TB	Variation par rapport à l'année précédente en %	En 1.000 TB	Variation par rapport à l'année précédente en %
1954	1 964	6,0	1 889	— 0,1	1 850	— 7,3	2 057	1,0
1955	1 964	0	2 154	14,0	2 316	25,1	2 238	8,8
1956	2 370	20,7	2 601	21,0	2 682	15,8	2 692	20,3
1957	2 772	17,0	3 048	17,2	2 991	11,5	3 177	18,0
1958	3 348	20,8	3 440	13,0	—	—	—	—

de l'année précédente. Ce recul n'est cependant pas aussi important que celui de la production industrielle dans son ensemble et tend à s'amortir ces derniers temps.

Parmi les diverses branches de l'industrie chimique, celle des matières plastiques connaît une expansion particulièrement forte, qui tend toutefois à se ralentir, l'augmentation des capacités de production, plus rapide que celle de la demande, ayant pesé sur les prix.

Dans les autres branches, le développement a été inégal : la production d'engrais chimiques par exemple a légèrement augmenté, tandis que la production d'acide sulfurique connaît une évolution plus mesurée, de même que la production des couleurs, savons et produits pharmaceutiques.

A la différence de l'industrie chimique, l'industrie textile, qui avait connu une évolution très favorable l'an passé, accuse un recul de production particulièrement net au cours du premier semestre 1958. Cette situation est certainement imputable en partie à des causes conjoncturelles, spécialement à la réduction de la demande étrangère. Mais elle reflète également des modifications à plus long terme dans la structure de la consommation et de la production textile.

En ce qui concerne la consommation, la part affectée aux dépenses de voyages, tourisme et autres services ainsi qu'aux achats de biens de consommation durables, automobiles, etc. augmente au détriment des achats de produits textiles. La forte montée des prix des denrées alimentaires, surtout en France, a réduit par ailleurs la part consacrée aux textiles dans les budgets de familles. En ce qui concerne d'autre part la production, les industries nationales de certains pays de la Communauté ressentent plus vivement la concurrence des nouvelles industries textiles qui se sont créées dans les pays en voie de développement et qui, du fait des avantages naturels dont elles bénéficient, sont en mesure d'offrir leurs produits à des prix beaucoup plus bas. Dans tous les pays de la Communauté et même dans ceux qui,

comme la France, connaissent un niveau d'activité industrielle beaucoup plus élevé que l'année précédente, la production textile du premier semestre 1958 est tombée sensiblement au-dessous du niveau correspondant de l'année précédente. Cette tendance a été particulièrement prononcée en Belgique et aux Pays-Bas et, à un degré moindre mais cependant appréciable, en Italie et dans la République fédérale.

En général, le fléchissement conjoncturel affecte surtout les premiers stades de transformation de la laine et du coton, et, dans une plus faible mesure, les produits finis. L'évolution est, il est vrai, différente suivant les pays. Ainsi en France, l'industrie du coton, qui dispose de marchés d'exportation privilégiés, a pu conserver un rythme d'expansion relativement élevé, alors que les produits lainiers ont accusé une baisse de production considérable. D'autre part, certaines branches particulières, différentes suivant les pays, bénéficient d'une conjoncture relativement bonne (industries du velours et de la soie, dans un cas, dentelles, articles de bonneterie ou de mercerie dans d'autres).

Dans le domaine de la *construction*, l'activité semble devoir se maintenir en 1958 dans l'ensemble de la Communauté à un niveau proche de celui de l'année précédente. Sans doute les données disponibles sur le nombre de logements achevés au cours du premier semestre 1958 font-elles apparaître une régression par rapport à la période correspondante de l'année précédente (— 6 % au premier trimestre et — 10 % au second).

TABLEAU 6
Logements achevés

Année	En unités de logements							
	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %
1954	116	—	159	—	224	—	384	—
1955	132	14	175	10	237	6	408	6
1956	144	9	203	16	257	8	421	3
1957	182	26	220	9	264	3	408	3
1958 (1)	171	— 6	197	— 10	—	—	—	—

(1) Provisoire, pour la France les indications sont approximatives.

Mais en République fédérale où cette régression a été particulièrement marquée, une tendance à l'expansion paraît se manifester ces derniers temps en raison principalement de l'amélioration considérable des conditions de financement résultant à la fois de l'évolution du marché des capitaux et des dispositions prises par les pouvoirs publics.

D'autre part, le nombre d'autorisations de construire délivrées au second trimestre 1958 ne s'est plus situé, pour la première fois depuis deux ans, au-dessous du niveau de la période correspondante de l'année précédente.

Enfin, les travaux publics sont à un niveau élevé et de nouveaux programmes ont été lancés dans certains pays, notamment aux Pays-Bas.

TABLEAU 7

Autorisations de construire accordées

Nombre d'autorisations

Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %
1954	250	29	316	14	322	12	327	9
1955	253	1	322	2	330	3	343	5
1956	285	13	333	4	325	2	328	— 4
1957	285	0	328	— 2	324	0	304	— 7
1958 (1)	271	— 5	327	0	—	—	—	—

(1) Provisoire.

Dans le *secteur tertiaire*, les chiffres d'affaires du commerce de gros et de détail se situent jusqu'à présent légèrement au-dessus de ceux de l'année précédente dans la plupart des pays de la Communauté. Cette évolution ne reflète que partiellement celle de la consommation privée dans laquelle les services liés à l'élévation du niveau de vie et notamment au développement du tourisme, acquièrent une importance croissante, et bénéficient de ce fait d'une conjoncture toute particulière.

Par contre, en matière de transports, et notamment de transports de marchandises, le chiffre d'affaires n'a pas atteint celui de l'année précédente. Les difficultés du marché charbonnier et la régression des importations de minerais influent défavorablement sur le courant d'affaires du secteur des transports, d'autant plus que, dans l'intervalle, la capacité des entreprises de transport, notamment en matière de trafic fluvial et maritime, s'est sensiblement accrue.

Les divergences qui apparaissent ainsi dans l'évolution de la conjoncture se traduisent dans le domaine de l'*emploi*, en raison de la rigidité du marché du travail, par des différences importantes non seulement entre les pays et même les régions, mais encore entre les secteurs professionnels.

Tandis que certains pays bénéficient du plein emploi, d'autres pays souffrent d'un chômage conjoncturel plus élevé. Dans la république fédérale d'Allemagne le nombre de chômeurs avait marqué à la fin du premier semestre un nouveau recul

(401.000 contre 454.000 à fin juin 1957). En France, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites pendant le deuxième trimestre 1958 n'était supérieur que de 10.000 unités à celui de la période correspondante de l'année précédente. Dans les pays du Benelux au contraire, le nombre de chômeurs s'était sensiblement accru par rapport à l'année écoulée. Dans l'ensemble, les variations des taux de chômage n'indiquent pas que l'on se trouve dans la Communauté en présence d'un chômage conjoncturel généralisé et très important. Le chômage encore très élevé qui existe en Italie tient en effet à des raisons structurelles et il a légèrement diminué au cours du premier semestre.

En général, une pénurie de main-d'œuvre se fait sentir dans les secteurs des services et dans certains pays, notamment en République fédérale, dans le domaine du bâtiment, tandis qu'un sous-emploi se manifeste dans les industries textiles, dans les charbonnages et la sidérurgie. Ces différences d'un secteur à l'autre ne sont pas seulement imputables à des mouvements conjoncturels mais aussi aux modifications de structure qui sont en train de s'opérer.

2. Évolution de la demande

Dans la plupart des pays de la Communauté, à l'exception de la Belgique et des Pays-Bas, la masse des salaires, traitements et prestations sociales a progressé à la suite de nouvelles majorations des taux de salaires, d'une ampleur toutefois moins considérable que l'année précédente. L'accroissement des revenus disponibles semble en tout cas assez important pour entraîner une expansion de la *demande de biens de consommation*, malgré une certaine tendance à l'accroissement de l'épargne dans les divers pays de la Communauté. D'après les indices du commerce de détail, la consommation semble avoir légèrement augmenté en France, dans la République fédérale d'Allemagne et en Italie.

Il convient de remarquer qu'une modification semble s'être produite dans certains pays dans la structure de la consommation privée. Alors que la demande reste particulièrement soutenue pour les biens de consommation durables, tels que les automobiles, les appareils de télévision, ainsi que pour quelques services (voyages, séjours de vacances, etc.) les ventes d'autres biens de consommation sont relativement plus faibles dans presque tous les pays membres.

Il n'existe pas encore de données permettant d'avoir une vue d'ensemble des *investissements privés* effectués au cours de la période écoulée de 1958. Sur la base de résultats partiels, concernant notamment la production de biens d'équipement et l'activité du bâtiment, il y a lieu de penser que les investissements ont continué de s'accroître tant en France que dans la République fédérale d'Allemagne, quoique moins fortement dans ce dernier pays.

Dans la plupart des pays membres, malgré les efforts de compression budgétaire déployés par les gouvernements, la *consommation publique* a tendance à progresser, en particulier du fait de l'accroissement des dépenses militaires.

Dans quelques pays les *investissements publics* ont été freinés dans le cadre de

la lutte contre l'inflation. Ils ont cependant continué leur progression à un rythme plus faible et ces derniers temps de nouveaux programmes de travaux publics ont été lancés dans les pays du Benelux.

3. Conditions de l'équilibre

L'évolution de la conjoncture s'est traduite par une légère régression des *échanges extérieurs* des pays de la Communauté. La valeur des importations a diminué en raison du ralentissement de la production, du changement de la politique de stockage et de la baisse des cours de matières premières et des taux de frets. Dans quelques pays, non seulement la valeur, mais également le volume des importations a diminué.

Cette réduction est cependant plus ou moins grande suivant les pays. Elle est particulièrement sensible dans les pays du Benelux. Par contre, la république fédérale d'Allemagne et la France — en dépit des restrictions quantitatives imposées à l'importation dans ce pays — ont maintenu un niveau relativement élevé d'importation.

Les exportations des pays de la Communauté ont également cessé d'augmenter. En France, en Belgique et au grand-duché de Luxembourg, la valeur et le volume des exportations ont même diminué. Le recul des importations a été cependant d'une manière générale plus sensible que l'affaiblissement des exportations, et les termes de l'échange se sont améliorés, sauf en Belgique et au grand-duché de Luxembourg, en raison de la structure particulière des exportations de ces deux derniers pays.

Cette évolution s'accompagnant de mouvements de capitaux à court terme, a contribué à réduire le déficit de la balance des paiements en France, à le transformer en excédent aux Pays-Bas et en Italie. La position fortement excédentaire de la république fédérale d'Allemagne étant toutefois réduite par des sorties importantes de capitaux à court terme.

L'affaiblissement interne de la conjoncture et la baisse des cours des matières premières ont presque mis un terme à la hausse des *prix* dans les pays de la Communauté.

Les prix de gros des produits industriels marquent même un recul. En France toutefois, la hausse des prix de détail s'est poursuivie, bien que les prix de gros aient marqué récemment une tendance à se stabiliser. De même en Italie, la détente des prix de gros ne s'est pas encore répercutée sur les prix à la consommation et l'indice du coût de la vie augmente encore légèrement. Dans les autres pays, l'indice du coût de la vie s'est maintenant stabilisé. (Voir tableau 8, page 24.)

La diminution des demandes de crédit résultant du fléchissement conjoncturel, l'amélioration des balances de paiement et l'accroissement des dépôts ont entraîné une plus grande *liquidité du système bancaire* et amené un accroissement de l'offre sur le marché financier des pays de la Communauté. Le taux d'intérêt accuse en général une tendance à la baisse. Dans tous les pays de la Communauté, à l'exception de la France, les banques centrales contribuent à cette tendance par des réduc-

TABLEAU 8
Coût de la vie

	1953 = 100					
	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas
1953 en moyenne	100	100	100	100	100	100
1954 en moyenne	100	101	100	103	101	104
1955 en moyenne	102	101	101	105	101	106
1956 en moyenne	105	104	103	109	101	108
1957 en moyenne	106	107	106	110	106	114
<i>1956</i>						
1 ^{er} trimestre	104	102	103	108	101	107
2 ^e trimestre	105	103	103	109	100	108
3 ^e trimestre	105	104	102	109	101	109
4 ^e trimestre	106	105	103	109	103	109
<i>1957</i>						
1 ^{er} trimestre	106	106	103	110	105	110
2 ^e trimestre	106	106	103	109	105	112
3 ^e trimestre	107	107	106	110	108	118
4 ^e trimestre	108	108	111	112	108	118
<i>1958</i>						
1 ^{er} trimestre	110	108	119	112	107	118
2 ^e trimestre	110	108	121	114	106	117

tions successives des taux d'escompte. En France, au contraire, dans le cadre du programme d'assainissement financier mis en œuvre au début de l'année, la Banque de France a renforcé les mesures de restrictions de crédit.

La situation du Trésor public et ses effets sur la demande ont été différents dans les divers pays de la Communauté, mais on peut observer en général une tendance à un meilleur équilibre de la trésorerie. Les pays dont les finances publiques étaient plus ou moins déficitaires ont pu réduire ce déficit — quoique dans une mesure variable — tandis que, dans la République fédérale les excédents courants de trésorerie se transformaient en déficit. Ce déficit, couvert par les disponibilités de caisse accumulées antérieurement, correspond, il est vrai, à l'accroissement des dépenses gouvernementales à l'étranger et ne provoque donc pas une expansion de la demande intérieure. Néanmoins, le simple passage d'une situation excédentaire

de la trésorerie à une situation équilibrée entraîne une augmentation relative de la demande sur le marché intérieur.

4. Perspectives

Le fléchissement de la conjoncture dans le monde et en Europe n'a pas entraîné dans les pays de la Communauté de crise économique générale accompagnée d'un chômage important. Rien ne conduit à prévoir une dégradation plus marquée de la situation au cours des prochains mois. Un certain nombre d'éléments permettent au contraire d'escompter que la légère expansion qui a caractérisé la première moitié de l'année 1958 se poursuivra. Ce sont d'une part la tendance à la reprise constatée récemment aux États-Unis et le fait que le cycle de stockage de matières premières semble avoir atteint son niveau le plus bas. Ce sont d'autre part l'augmentation des dépenses publiques et le maintien d'une demande soutenue de biens de consommation dans la plupart des pays de la Communauté, ainsi que le niveau assez élevé des investissements dans certains d'entre eux.

Au demeurant, l'évolution conjoncturelle en 1958 a créé par elle-même certaines conditions favorables à une nouvelle expansion. L'amélioration des balances des paiements a contribué au développement de la demande intérieure et à l'augmentation des liquidités du système bancaire. La diminution des demandes de crédit et le niveau élevé de l'épargne ont également contribué à cet accroissement des liquidités et entraîné une baisse des taux d'intérêt.

Cette évolution ouvre aux gouvernements et aux banques centrales une plus grande marge de jeu pour donner une nouvelle impulsion à la conjoncture dans les pays où le niveau de production et d'emploi est relativement bas. Diverses mesures ont d'ores et déjà été prises dans ce sens : assouplissement de la politique du crédit et baisse des taux de l'escompte dans tous les pays à l'exception de la France, et dispositions fiscales adoptées dans certains pays, notamment aux Pays-Bas, en vue de stimuler les investissements. D'autre part, on peut s'attendre, pour l'année 1959, à de nouvelles impulsions émanant des finances publiques.

Aux Pays-Bas et en Belgique, un déficit budgétaire est accepté, et dans la république fédérale d'Allemagne l'équilibre actuel de la trésorerie pourrait faire place à un certain déficit.

Les possibilités de pratiquer une politique d'expansion de la demande intérieure se trouvent cependant limitées par la crainte de susciter de nouveau des difficultés de balance des paiements et de compromettre la stabilité des prix récemment obtenue. Ces possibilités sont également limitées en raison même des divergences d'évolution antérieure dans les divers pays de la Communauté. La lutte contre les pressions inflationnistes ayant été en effet menée jusqu'alors isolément par chacun d'eux, avec un succès d'ailleurs inégal, de grandes différences sont apparues dans la situation des balances des paiements et dans le niveau des réserves de devises. Sans doute les positions extrêmes d'excédent ou de déficit extérieur ont-elles pu être temporairement réduites par des mouvements de capitaux et

des crédits, et il n'est pas impossible qu'elles puissent à l'avenir l'être encore dans une certaine mesure. Mais les graves distortions dont elles témoignent constituent aujourd'hui un obstacle au rétablissement d'un équilibre général en Europe. Cet obstacle doit être surmonté si l'on veut assurer, conformément aux objectifs du Traité, un développement optimum des échanges au sein de la Communauté. Plus la coordination des politiques conjoncturelles des pays membres y contribuera, plus vite seront réunies les conditions requises pour que l'économie européenne retrouve la voie d'une nouvelle expansion.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

A — RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

L'expansion économique de la république fédérale d'Allemagne s'est poursuivie au cours de l'année 1957 mais à un rythme plus faible que les années précédentes. Tandis qu'en 1956, le produit national brut avait augmenté de 6,4 % par rapport à l'année 1955, le taux d'accroissement pour 1957 n'a été que de 5 % par rapport à 1956.

TABLEAU 9

Produit national brut

En millions de DM aux prix de 1954

	1955	1957	Variations en %
Dépenses des consommateurs	109 890	114 930	+ 4,6
Dépenses courantes de l'Etat	23 080	24 660	+ 6,8
Formation brute de capital fixe.	41 020	41 130	+ 0,3
Variations de stocks	2 460	3 900	+ 59
Solde des échanges extérieurs de biens et services .	+ 6 600	+ 7 030	+ 15,6
Produit national brut	183 050	192 250	+ 5

Au cours du premier semestre 1958, l'expansion s'est encore ralentie. Ce ralentissement paraît cependant s'être arrêté depuis lors. Certains signes permettent de prévoir une légère reprise des taux d'expansion durant la deuxième moitié de l'année : regain d'activité dans le domaine de la construction, niveau élevé des investissements en capital fixe, nouvelle et légère augmentation du taux d'accroissement de la production industrielle aux mois de juillet et août, augmentation relative des commandes nouvelles. Dans l'ensemble, on escompte, pour l'année 1958, une augmentation de 3 à 3,5 % du produit national brut.

Le ralentissement de l'expansion tel qu'on a pu l'observer jusqu'à présent ne peut être imputé que pour partie à des causes conjoncturelles, et les mesures prises en matière de crédit lors du boom précédent, ne suffisent pas davantage à l'expliquer.

Certes, des facteurs de cet ordre — en particulier le fléchissement de la demande étrangère et la forte augmentation du coût du crédit — ont joué un rôle non négligeable. Mais tout au long de 1957, et même encore dans la première moitié de 1958, la demande totale effective est restée supérieure à l'offre. Les prix ont augmenté de ce fait de 3 % environ en 1957. Ce n'est qu'au milieu de l'année 1958 que les tendances à la stabilisation des prix se sont affirmées.

Ce ralentissement de l'expansion résulte également de la réduction sensible du taux d'accroissement de la population active. Celle-ci a beaucoup moins augmenté qu'au cours des années précédentes, et cette tendance apparaît d'une manière encore plus nette si l'on se rapporte seulement à l'effectif des salariés. En outre, bien que cet effectif augmente légèrement, le nombre total d'heures travaillées reste à peu près stable par suite de la diminution progressive de la durée hebdomadaire du travail.

1. Évolution de la production

En 1958, la *production agricole* pourrait dépasser légèrement le niveau de 1957, étant donné l'amélioration de la récolte de fruits et de légumes. Néanmoins, la récolte de céréales a souffert de conditions atmosphériques défavorables, et il semble que l'accroissement de la production de produits animaux se ralentisse.

La *production industrielle* dans son ensemble n'a, au premier semestre 1958, dépassé que de 2,5 % le niveau atteint au premier semestre 1957. Durant le deuxième trimestre, le taux d'expansion n'était même que de 1,8 %, mais il est remonté de nouveau à 3,5 % en juillet-août.

TABLEAU 10

Production industrielle (1)

Année	1953 = 100			
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	94	99	100	108
1954	103	112	113	124
1955	121	131	130	142
1956	134	145	140	148
1957	145	152	145	155
1958 (2)	149	155	—	—

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

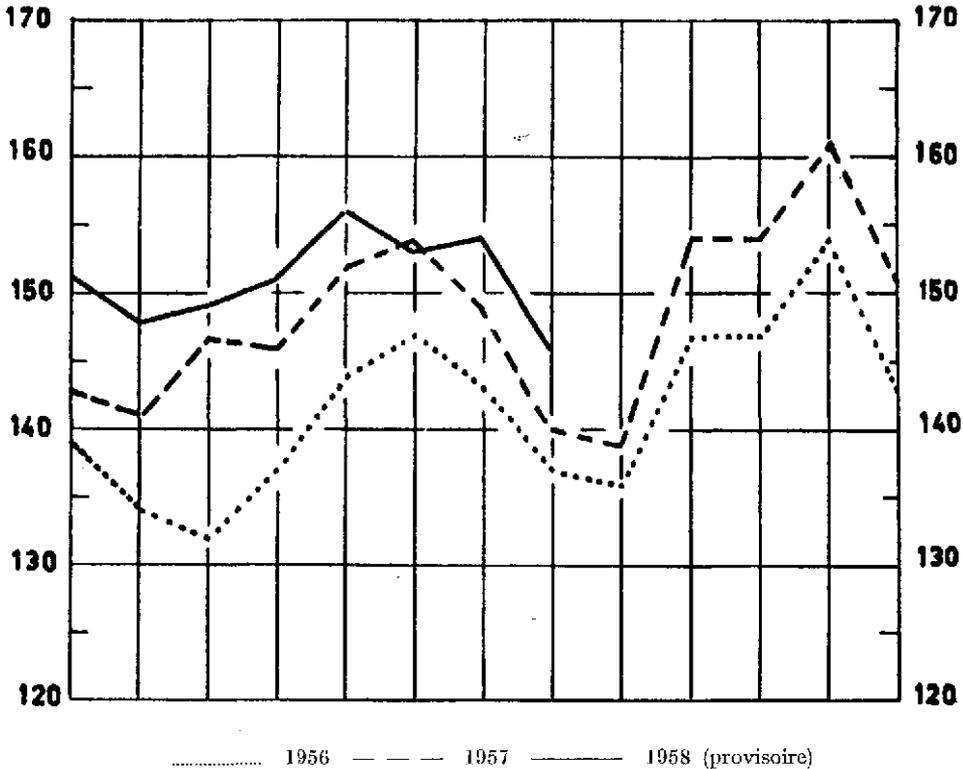
(2) Provisoire.

GRAPHIQUE 4

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

République fédérale d'Allemagne (sans la Sarre)

1953 = 100



(1) Non compris le bâtiment, les industries alimentaires, boissons, tabacs.

En 1958 la production de biens d'équipement était plus élevée que l'année passée et en juillet elle dépassait de 7,4 % le niveau de la période correspondante de 1957. De même l'activité de la construction était plus élevée qu'en 1957 et en juillet elle marquait un taux d'accroissement de 11,4 % par rapport au mois de juillet 1957. L'augmentation remarquable constatée dans ces deux domaines tient, il est vrai, à des facteurs particuliers. En ce qui concerne la construction, il faut tenir compte du fait que l'activité a été entravée par des conditions atmosphériques particulièrement défavorables au cours du premier trimestre et que ce retard a dû être rattrapé par la suite. S'agissant d'autre part de la production de biens d'équipement, il faut également noter que les indices retenus incluent la production des biens de consommation durables qui, par suite des modifications intervenues dans la structure de la consommation, ont fait l'objet d'une demande particulièrement

active. Par contre, au cours de l'année 1958, la production des autres biens de consommation, qui avait été soutenue en 1957 par une très forte demande — alimentée notamment par la réforme du régime des pensions — n'a pas dépassé son niveau de l'année précédente. De même dans les industries de base, le développement de la production était, dans son ensemble, relativement faible, et dans certaines branches — telle la sidérurgie — la production était même en nette régression. La production des industries extractives s'est maintenue, dans l'ensemble, au niveau de l'année dernière, principalement grâce à l'augmentation continue de la production de pétrole. En ce qui concerne les charbonnages l'extraction a accusé une légère régression.

Le nombre de *chômeurs* qui n'était que de 365.000 en août 1957 — époque où le chômage saisonnier atteint son niveau le plus bas — a encore diminué. En août 1958 il n'était plus que de 333.000, ce qui représentait 1,6 % de la main-d'œuvre totale.

2. Évolution de la demande

En raison de l'augmentation continue des salaires — à un rythme cependant moindre qu'en 1957 — ainsi que des revenus de transfert, on escompte une augmentation de la masse des salaires, traitements et prestations sociales d'environ 7 à 7,5 % en 1958.

La *consommation privée* continue de ce fait à se développer bien que l'épargne se soit fortement accrue. Certaines modifications se font jour dans la structure de la consommation. En particulier, pour de nombreux biens de consommation durables et pour différentes catégories de services la conjoncture est exceptionnellement favorable tandis qu'on n'enregistre qu'un accroissement relativement faible de la demande de biens de consommation traditionnels.

Par suite des tensions existant sur le marché du travail, les *investissements* tendant à l'extension des installations n'ont pu s'accroître cette année dans les mêmes proportions que durant les dernières années. Au contraire les répercussions des hausses de salaires sur les coûts de production ont stimulé les investissements de rationalisation. C'est à l'augmentation de ces derniers qu'est due l'expansion des investissements que l'on observe actuellement, et qui est loin d'atteindre le taux des années 1955-1956. Compte tenu du niveau élevé de l'activité dans la construction, on estime que l'accroissement des investissements bruts en capital fixe pourrait être de 4 % en 1958 par rapport à 1957 si la progression actuelle se poursuit durant la seconde moitié de l'année.

On ne dispose d'aucune donnée précise sur l'évolution des stocks. Il y a cependant lieu de penser qu'en raison de la baisse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, et du niveau élevé des stocks existants, notamment en matière de charbon et d'acier, un déstockage s'est produit au premier semestre 1958. Au deuxième semestre au contraire il est possible qu'il y ait une certaine reconstitution des stocks car la baisse des cours sur les marchés mondiaux s'est

arrêtée et il n'y a plus de motifs spéculatifs pour réduire les achats ou liquider les stocks.

La *consommation publique*, qui n'avait augmenté que dans une mesure relativement faible au cours de l'année précédente, a augmenté beaucoup plus fortement en 1958, l'incidence des dépenses militaires commençant à se faire sentir. On escompte un accroissement de la consommation publique de l'ordre de 10 % environ, donc sensiblement plus fort que l'augmentation prévue du produit national brut.

3. Conditions de l'équilibre

Dans le domaine des *échanges extérieurs*, l'année 1957 se soldait par un important excédent d'exportations de biens et services (7,7 milliards de DM aux prix de 1954, 8,3 milliards de DM aux prix courants). Cet excédent se manifeste également en 1958.

Bien que le volume des importations ait augmenté au cours de la première moitié de l'année, leur valeur est quelque peu inférieure à celle de la période correspondante de l'année précédente, en raison de la baisse des cours des matières premières importées et des taux de fret.

Les exportations, d'autre part, ont encore légèrement augmenté, en volume comme en valeur, les prix à l'exportation restant presque inchangés. L'excédent des exportations s'est ainsi accru de même que le solde de la balance des services. Il est difficile de prévoir dans quelle mesure cette évolution se poursuivra. Il est probable que les exportations n'augmenteront plus — les commandes enregistrées, quoiqu'en légère hausse ces temps derniers, ont à diverses reprises été inférieures à celle de la période correspondante de 1957 — et il est possible que les importations

TABLEAU II

Soldes de la balance des paiements et moyens de règlement (1)

En milliards de DM

	1955	1956	1957	1957		1958 (2)
				1 ^{er} sem.	2 ^e sem.	1 ^{er} sem.
Échanges de biens et services	+ 2,9	+ 5,5	+ 7,7	+ 3,6	+ 4,1	+ 4,2
Transferts et mouvements de capitaux	- 1,2	- 1,5	- 4,2	- 2,3	- 1,9	- 2,5
Solde général	+ 1,7	+ 4,0	+ 3,5	+ 1,3	+ 2,2	+ 1,7
Mouvement des avoirs en devises	+ 1,9	+ 4,7	+ 5,2	+ 2,4	+ 2,8	+ 1,8
Postes non recensés	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,1

(1) Le signe + indique les acquisitions de créances, le signe - les cessions de créances.

(2) Provisoire.

s'accroissent en valeur — la baisse des prix à l'importation s'étant arrêtée et semblant même faire place à une légère hausse. Quoi qu'il en soit, l'excédent de la balance des échanges de biens et services devrait dépasser en 1958 celui de l'année 1957. L'excédent de la balance des paiements pourrait être cependant moins élevé que l'année précédente en raison des sorties de devises imputables aux transferts et aux mouvements de capitaux.

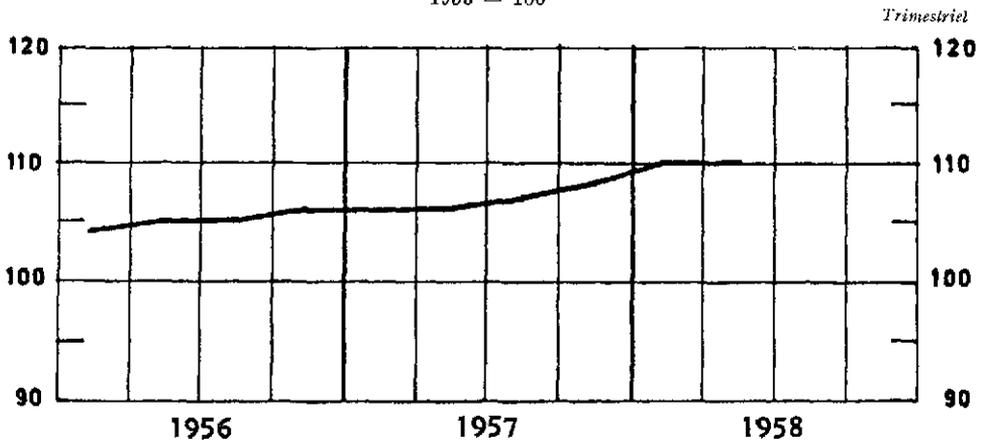
Au cours du premier semestre 1958, les *prix* se sont dans l'ensemble stabilisés bien que, pour certains d'entre eux, à un niveau nettement supérieur à celui d'il y a un an. En particulier, les prix de détail et le coût de la vie ont augmenté respectivement de 1,7 et de 2,8 % entre juillet 1957 et juillet 1958. Les prix des produits industriels se trouvent pratiquement au niveau de l'année précédente, et les prix des produits agricoles sont même nettement au-dessous. Il est vrai que dans ce dernier cas le niveau de l'année précédente était particulièrement élevé.

GRAPHIQUE 5

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

République fédérale d'Allemagne (sans la Sarre)

1953 = 100



4. Perspectives

L'incidence des opérations du Trésor sur la situation économique intérieure en 1958 a été jusqu'ici pratiquement négligeable. En effet, les déficits qui se sont produits, et qui ont pu être couverts jusqu'à maintenant grâce aux réserves accumulées antérieurement, correspondaient essentiellement à des dépenses gouvernementales à l'étranger pour l'achat de matériel militaire.

L'évolution monétaire se caractérise par une très grande liquidité et par une détente considérable sur le marché des capitaux. L'augmentation importante de l'épargne est un des facteurs principaux de cette évolution; mais l'augmentation

des réserves en devises et la baisse des taux d'intérêt encouragée par la Banque centrale ont également joué un rôle très important. Des conditions favorables à un accroissement plus marqué des investissements sont ainsi réunies sur le marché des capitaux.

Les perspectives d'évolution de la conjoncture au cours du deuxième semestre ne sont pas elles-mêmes défavorables.

Les commandes enregistrées par l'industrie, qui étaient tombées au-dessous du niveau de l'année précédente, ont de nouveau augmenté ces derniers temps, principalement en ce qui concerne les biens d'équipement. La légère augmentation des investissements, l'activité intense du bâtiment et l'accroissement continu de la consommation devraient suffire pour maintenir l'ensemble de l'économie de la république fédérale d'Allemagne dans la voie d'une légère expansion.

B — BELGIQUE

L'économie belge, très sensible aux mouvements de la conjoncture mondiale, a manifesté des signes de ralentissement dès l'année 1957. Le fléchissement accentué par les mouvements de grève qui eurent lieu au cours du deuxième trimestre, s'amplifia durant les trimestres suivants et la première moitié de 1958, affectant la plupart des secteurs industriels, principalement la sidérurgie, le textile et les charbonnages.

Le produit national brut, qui en 1956, se trouvait à un niveau supérieur de 4 % à celui de 1955, n'a plus augmenté que d'environ 1 % en 1957. Bien qu'il soit difficile d'évaluer dès à présent le produit de l'année en cours, il paraît très probable qu'il sera inférieur à celui de 1957.

TABLEAU 12

Produit national brut

En milliards de francs belges aux prix de 1950

	1955	1956	1957
Dépenses des consommateurs en biens et services .	302,3	311,7	320,6
Dépenses courantes de l'Etat	43,4	44,2	44,7
Formation brute du capital fixe	63,5	69,9	66,6
Variations de stocks	0,3	3,3	4,0
Exportations	149,6	164,3	169,0
Total des ressources utilisées.	559,1	593,4	604,9
Moins importations	137,2	153,4	159,0
Produit national brut au prix du marché . .	421,9	440,0	445,9

1. Évolution de la production

La *production agricole* a continué à augmenter lentement au cours de la campagne 1957-1958. Les ventes de produits laitiers, principalement de beurre, ont toutefois souffert de la faiblesse des prix mondiaux et les autorités sont intervenues pour soutenir le marché du beurre en permettant la vente à bas prix de beurre fondu et en encourageant les exportations. La récolte de foin a été très bonne mais par contre celle de blé, dont on escomptait d'excellents résultats, s'est avérée assez décevante par suite des conditions climatiques défavorables des mois de juillet et août.

La *production industrielle* a atteint en 1957 le niveau de 1956, en dépit des grèves qui eurent lieu au cours du deuxième trimestre. Elle commençait cependant à manifester certains signes d'essoufflement dès le mois de mai, reflétant l'affai-

blissement de la demande extérieure, principalement pour les produits sidérurgiques et textiles; toutefois, les travaux de préparation de l'Exposition universelle soutenaient dans une certaine mesure le niveau d'activité dans le pays jusque dans les derniers mois de l'année.

En 1958, l'indice de la production industrielle, comparé à celui de la période correspondante de l'année précédente, était inférieur de 7 % au premier trimestre et de 12 % au second. Il est probable que, pour la deuxième moitié de l'année, il sera inférieur d'environ 10 % à celui du second semestre 1957. (Voir graphique 6, page 36.)

TABLEAU 13

Production industrielle (1)

1953 = 100

Année	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	100	101	95	103
1954	102	107	103	111
1955	114	117	111	125
1956	122	129	117	128
1957	129	129	111	125
1958(2)	121	115		

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

(2) Provisoire.

Dans les industries mécaniques, l'activité qui s'était maintenue à un niveau élevé, alors que d'autres secteurs industriels, principalement la sidérurgie et le textile, avaient déjà marqué un recul très sensible, montrait à son tour des signes d'essoufflement à la fin de 1957, dus en grande partie à la réduction ou à l'étalement des programmes d'investissements.

Par contre, l'activité dans les industries de produits alimentaires, boissons et tabacs, ainsi que dans les industries chimiques et surtout du pétrole, reste soutenue.

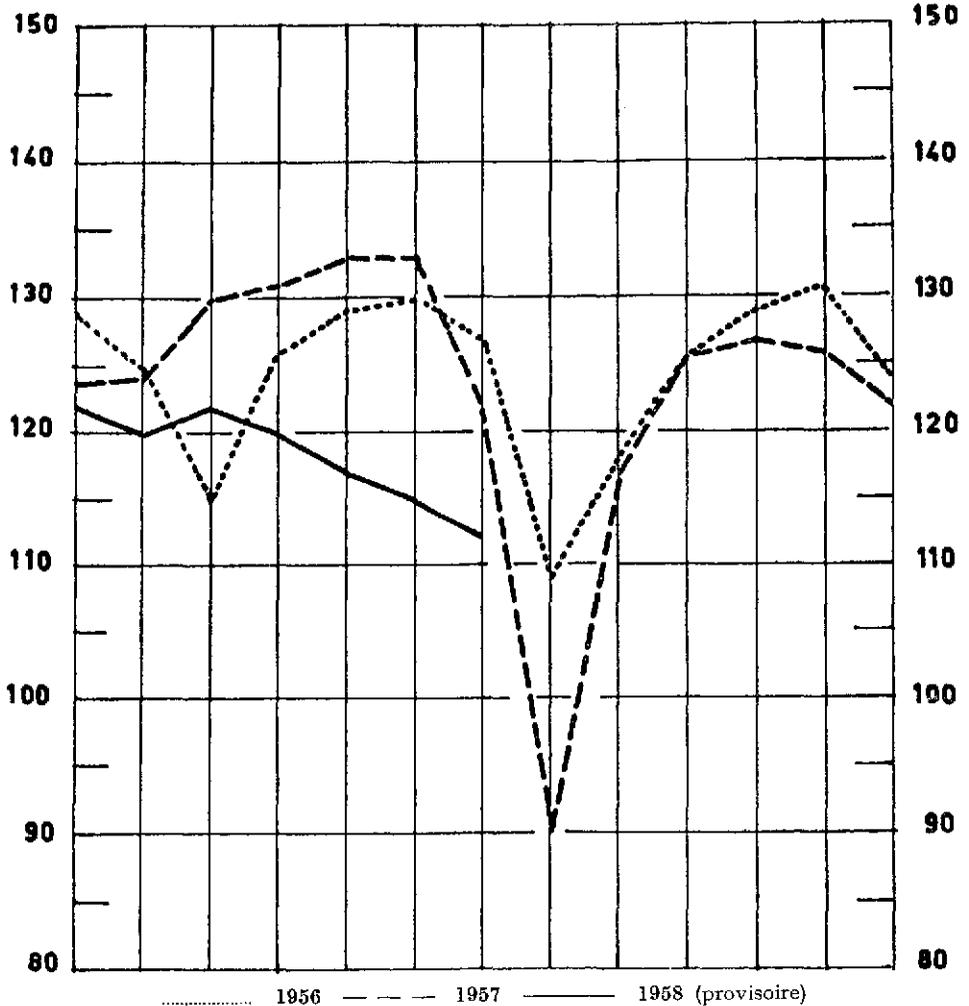
Dans les secteurs de base, la situation particulièrement grave des charbonnages s'explique en partie par la rigidité structurelle de cette industrie. La demande élevée de charbon sur le marché intérieur avait provoqué à la fin de 1956 une certaine pénurie qui se reflétait dans le niveau très bas des stocks (moins de 200.000 tonnes à la fin de l'année) et dans la réduction des exportations. Un stockage très élevé par les consommateurs à la suite de la crise de Suez aggravait la tension existante au début de 1957. Pour faire face à cette demande accrue, les charbonnages embauchèrent de nouveaux travailleurs et la production se mit à augmenter à partir de la deuxième moitié de l'année. Or, cet accroissement coïncida précisément avec la baisse du niveau d'activité dans le pays et, d'autre part, avec l'utilisation

GRAPHIQUE 6

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Belgique

1953 = 100



(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

des stocks accumulés l'hiver précédent par les consommateurs. Le remplacement du charbon par d'autres combustibles, en particulier le pétrole, ne faisait qu'accroître la baisse de la demande.

Le maintien des importations de charbon américain en exécution des contrats à long terme passés précédemment accentua le renversement de la situation. Les

stocks sur le carreau des mines augmentèrent très rapidement, bien que la production ait sensiblement diminué, que certains licenciements aient été effectués et que la durée du travail ait été réduite.

TABLEAU 14

Évolution de la production et des stocks de charbon

En milliers de tonnes

Année	Production	Stocks totaux
1957		
Janvier	2 417	210
Avril	2 469	232
Juillet	2 061	483
Octobre	2 659	873
1958		
Janvier	2 666	1 924
Février	2 417	2 546
Mars	2 529	3 230
Avril	2 413	3 918
Mai	2 329	4 516
Juin	2 105	5 000
Juillet(1)	1 981	5 372
Août (1)	2 036	5 731

(1) Provisoire.

Dans la *construction*, l'activité avait atteint un niveau record en 1957 du fait des grands travaux publics exécutés pour la préparation de l'Exposition universelle et malgré les grèves du deuxième trimestre 1957. Mais les difficultés du Trésor devaient entraîner une compression des nouvelles adjudications pendant le dernier trimestre de 1957 ainsi qu'un ralentissement de la construction de logements populaires. Le fléchissement de l'activité dans le secteur de la construction s'est accentué depuis le début de 1958, qui marquait également la fin des travaux de l'Exposition universelle.

L'*emploi* s'était maintenu à un niveau élevé au cours de l'année 1957 bien que dans les derniers mois de cette année il y ait eu une certaine recrudescence du chômage. Au cours des deux premiers trimestres de 1958, une sensible augmentation du chômage s'est manifestée : le nombre moyen de chômeurs totaux et partiels s'est élevé à 164.000 en juin-juillet 1958 contre 97.000 au cours du deuxième trimestre de 1957.

L'augmentation du chômage se situe principalement dans les industries textiles et métallurgiques et dans la construction.

Le nombre moyen d'heures de travail dans l'industrie et le bâtiment a baissé d'environ 3 % au cours de 1957, par suite de l'accord passé entre employeurs et syndicats à la fin de 1955.

2. Évolution de la demande

L'application de l'échelle mobile a provoqué un réajustement des salaires pendant les premier et quatrième trimestres de 1957.

Les salaires horaires bruts dans l'industrie ont augmenté de 8 % en 1957 mais, compte tenu de la réduction du nombre d'heures de travail, l'augmentation effective n'a été que de 5 %, comparée à près de 10 % durant l'année précédente. L'ensemble des revenus du travail a augmenté de 6 % en 1957 comme en 1956.

La *consommation privée* a continué à croître au rythme de 3 % enregistré les années précédentes. La demande pour les biens de consommation durables marque toutefois un certain recul, alors qu'elle continue à augmenter pour les produits de consommation courante.

Les *investissements* des entreprises, qui avaient augmenté de façon très rapide au cours des années 1955 et 1956 accusaient en 1957 une diminution de plus de 5 % par rapport à l'année précédente. Un recul aussi important n'avait pas été enregistré depuis la guerre. Il était dû principalement à la baisse de la demande de biens d'équipement. Il est probable qu'en 1958 le niveau des investissements sera encore inférieur à celui de 1957.

La *consommation publique* à l'exclusion des dépenses militaires continuait à monter en 1957 à un rythme sensiblement égal à celui enregistré l'année précédente. Un ralentissement se manifestait toutefois dans les dépenses militaires.

3. Conditions de l'équilibre

L'accroissement des importations au cours de 1957, alors que les exportations restaient au même niveau, avait provoqué une augmentation du déficit commercial qui passait de 5,6 milliards de francs à 12,3 milliards. En 1958, la balance commerciale est devenue excédentaire au cours du premier trimestre du fait de la réduction des importations et de l'amélioration des termes de l'échange. Toutefois, dès la fin du premier trimestre une détérioration des termes de l'échange se produisait et se traduisait au second trimestre par la réapparition d'un déficit. (Voir tableau 15, page 39.)

Les réserves d'or et de devises qui étaient tombées au cours des trois premiers trimestres de 1957, s'accroissaient à nouveau au cours du dernier trimestre, et à la fin de l'année elles atteignaient le même niveau que l'année précédente. Elles continuèrent à augmenter au cours de 1958 et en août de cette année elles étaient de l'ordre de 70 milliards de francs belges.

TABLEAU 15

Évolution de la balance commerciale

En millions de francs belges

Année	Importations	Exportations	Excédent (+) ou déficit (-)
1957			
1 ^{er} trimestre.	44 485	41 023	— 2 562
2 ^e trimestre.	43 410	40 644	— 2 766
3 ^e trimestre.	40 890	36 293	— 4 597
4 ^e trimestre.	42 492	39 922	— 2 570
1958			
1 ^{er} trimestre.	39 308	39 615	+ 307
2 ^e trimestre.	37 942	36 859	— 1 083

L'indice général des prix de gros, qui avait régulièrement augmenté au cours des dernières années, tend à baisser lentement depuis le début de l'année 1958. Entre janvier et mai il est tombé de 3 %. Cette évolution masque toutefois des variations considérables dans les différents secteurs. Les prix des produits animaux, en augmentation de 15 % en 1957, sont retombés de 20 % depuis le début de l'année, tandis que les prix des produits végétaux continuaient à augmenter et étaient en mai 1958 supérieurs de 9 % au niveau de janvier 1957.

Malgré le retournement conjoncturel qui se manifestait en Belgique dès le milieu de 1957, les prix des produits charbonniers avaient augmenté sensiblement (12 %) au cours de l'année et n'ont subi de diminution sensible qu'à la fin du mois de septembre 1958, alors que les produits pétroliers, les minerais et sous-produits du charbon connaissaient déjà une baisse considérable par rapport au maximum du deuxième trimestre 1957. Les prix de la laine et des textiles autres que les fibres artificielles enregistrèrent également un recul très net.

Les prix de détail se sont stabilisés mais n'indiquent toutefois que peu de tendance à la baisse. Les seuls replis se manifestent dans le secteur des produits alimentaires et sont dus en grande partie à des facteurs saisonniers ainsi qu'aux excédents de produits laitiers.

L'indice du coût de la vie qui avait augmenté d'environ 2 % par an en 1956 et 1957 est resté stable en 1958. (Voir graphique 7, page 40.)

4. Perspectives

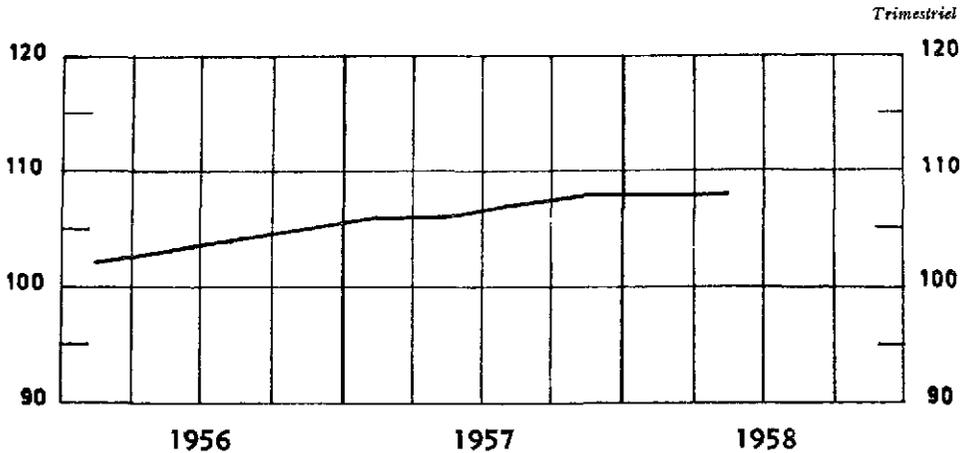
En 1957, le Trésor avait à faire face à de sérieuses difficultés. En effet, les mouvements de capitaux à court terme dus tant à des spéculations sur le taux de

GRAPHIQUE 7

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

Belgique

1953 = 100



change qu'aux différences de taux d'intérêt avec les marchés étrangers, avaient entraîné une forte réduction des dépôts et par voie de conséquence une contraction de la masse de bons du Trésor détenus par les banques. Bien que la Banque nationale ait relevé le taux d'escompte pour enrayer la sortie des capitaux, la situation du Trésor contraignait le gouvernement à freiner ses dépenses en fin d'année alors qu'un très net revirement de la conjoncture s'était déjà manifesté. L'effet de cette politique fut d'accroître le ralentissement déjà sensible de l'activité dans le pays.

Pour cette raison, une réforme du système bancaire fut décidée en novembre 1957. Le but de cette réforme était de permettre au gouvernement d'intervenir plus activement sur le marché des capitaux, d'augmenter l'efficacité d'une politique du taux d'escompte et d'accroître la flexibilité des taux d'intérêt. Son effet immédiat était de rendre les opérations de financement du Trésor plus indépendantes des variations des dépôts auprès des banques privées.

L'augmentation des dépôts et la réduction de la demande de capitaux résultant du ralentissement conjoncturel, ainsi que l'amélioration de la balance des paiements entraînèrent un renversement de la situation sur les marchés monétaire et financier, dont la liquidité redevint très grande. Cette évolution a permis à la Banque centrale de réduire en plusieurs étapes, entre mars et août 1958, le taux d'escompte qui retombait de 4,5 à 3,5 %.

Le gouvernement pour sa part a mis en adjudication un nombre considérable de nouveaux contrats et augmenté les subventions accordées aux municipalités

pour les travaux publics et le logement. Le déficit budgétaire a augmenté considérablement du fait de la baisse des recettes fiscales, de l'accroissement des subventions à l'agriculture et aux charbonnages et du réajustement des traitements des fonctionnaires. Le niveau élevé des réserves de devises et la liquidité du marché des capitaux devraient permettre aux autorités belges d'accepter le maintien de ce déficit et de continuer à mener une politique anti-cyclique avec toute la vigueur nécessaire.

C — FRANCE

L'origine des difficultés économiques de la France remonte à plusieurs années. De 1953 à 1955, l'équilibre des ressources et des emplois avait pu être assuré grâce aux réserves de capacité de production en outillage et en main-d'œuvre, et au recul de la demande des administrations, notamment militaires. Mais dès la fin de 1955 et surtout à partir de 1956, tous les mécanismes expansifs ont été simultanément mis en jeu : les dépenses publiques augmentèrent de nouveau très fortement tandis que la consommation des ménages et l'investissement des entreprises continuaient leur progression.

TABLEAU 16

Produit national brut

En milliards de francs aux prix de 1954

	1955	1956	1957	Variations en %		
				1955/54	1956/55	1957/56
Dépenses des consommateurs	11 324	12 048	12 749	+ 6	+ 6	+ 6
Dépenses courantes de l'Etat	2 151	2 562	2 697	— 4	+ 19	+ 5
Formation brute de capital fixe	2 843	3 066	3 328	+ 13	+ 8	+ 9
Variation de stocks	123	198	204	+ 27	+ 61	+ 3
Solde des échanges extérieurs de biens et services	+ 228	— 330	— 358			
Produit national brut	16 669	17 544	18 620	+ 6	+ 5	+ 6

L'incidence de cette forte poussée de la demande intérieure sur le niveau des prix fut provisoirement amortie mais non entièrement maîtrisée par un retournement des échanges extérieurs qui procura à l'économie française un supplément de ressources considérable, mais qui conduisit à l'épuisement rapide des réserves en devises. Le solde déficitaire des paiements courants atteignit 835 millions de dollars en 1956 et 1412 millions de dollars en 1957. Le gouvernement français décida en juin 1957 de suspendre la libération des échanges et de rétablir un contrôle plus strict sur les importations. En août de la même année, il institua un prélèvement et un versement de 20 % sur les transactions avec l'étranger, en remplacement du système de taxes et d'aides antérieurement en vigueur. Cette mesure équivalait pratiquement à un ajustement du taux de change qui fut consacré en juin 1958. Les réserves étant cependant pratiquement épuisées au début de 1958, des crédits extérieurs d'un montant de 655 millions de dollars furent accordés à la France pour lui permettre d'appliquer, sans rupture brutale des approvisionnements, le programme d'assainissement qu'elle décidait de mettre en œuvre.

Ce programme comportait un ensemble de mesures tendant d'une part à réduire le déficit des finances publiques et d'autre part à limiter le montant des crédits bancaires.

Des compressions importantes ont été ainsi pratiquées sur les prévisions budgétaires pour l'année 1958, notamment en matière de dépenses militaires et de subventions. Compte tenu par ailleurs de l'augmentation sensible des recettes, attendue notamment de l'aggravation du prélèvement fiscal, « l'impasse » — différence entre les recettes fiscales et assimilées et la totalité des charges du Trésor, y compris les investissements et les prêts — devait être limitée à 600 milliards pour l'année 1958, contre plus de 1.000 milliards en 1956 et 1957.

Les mesures de restrictions de crédit décidées en 1957 (relèvement du taux de l'escompte de 3 à 4 puis à 5 %, abaissement des plafonds de réescompte et révision des conditions d'octroi des prêts à la construction et des crédits à la consommation), furent sensiblement renforcées au début de 1958. Un plafond fut assigné à l'ensemble des crédits à court et à moyen terme accordés par les banques, sur la base de la moyenne des crédits en cours au 30 septembre et au 31 décembre 1957 (avec une marge de 3 % pour les crédits à l'exportation). En même temps les taux de pénalisation applicables aux dépassements des plafonds de réescompte d'effets à court terme furent portés de 7 à 8 % et de 10 à 12 %.

Ces mesures globales ont fait sentir progressivement leurs effets au cours de l'année. Durant ces derniers mois, le déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et services s'est quelque peu atténué. Il est cependant difficile d'apprécier dès maintenant si l'amélioration constatée dans la situation des finances extérieures comme dans l'évolution des prix intérieurs présente un caractère durable.

1. Évolution de la production

L'offre globale de biens et services a encore fortement augmenté au début de 1958. L'accroissement de la production intérieure brute pour l'ensemble de l'année sera cependant inférieur à celui des années précédentes du fait des tendances au ralentissement qui se dessinent actuellement.

L'*agriculture* française se trouve cette année encore sous l'influence de conditions atmosphériques peu favorables, si bien que les espoirs qui avaient été mis dans une augmentation sensible de l'offre de produits agricoles ne se réaliseront pas.

En ce qui concerne les produits végétaux, les indices actuellement disponibles laissent prévoir une récolte inférieure à la normale. Sans doute les récoltes sont-elles relativement bonnes en ce qui concerne les fruits et légumes qui avaient été très touchés en 1957 par les gelées printanières. Mais les céréales ont été endommagées en 1958 par les pluies du début de l'été; en particulier la récolte de blé sera très inférieure, à la fois en quantité et en qualité, à celle de 1957. Quant à la production de vin, qui n'avait atteint l'année dernière qu'environ la moitié de son niveau normal, elle paraît devoir être médiocre.

L'offre de produits laitiers est abondante; les stocks de beurre sont à l'heure actuelle plus importants que l'année dernière à la même époque. Les livraisons de viandes de boucherie qui depuis le début de 1956 sont en diminution — du fait de la reconstitution du cheptel et d'une certaine réserve de la part des agriculteurs — n'ont pas encore augmenté.

Dans l'ensemble, la production agricole finale devrait cette année atteindre un niveau un peu plus élevé que les deux années précédentes. Il est cependant douteux qu'elle dépasse notablement les niveaux atteints en 1954 et 1955.

L'industrie française a poursuivi pendant les premiers mois de cette année l'expansion rapide qui la caractérise depuis ces dernières années.

TABLEAU 17

Production industrielle (1)

Année	1953 = 100			
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	99	105	89	110
1954	109	116	100	119
1955	120	126	108	131
1956	131	142	120	144
1957	146	151	128	157
1958(2)	161	165	—	—

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

(2) Provisoire.

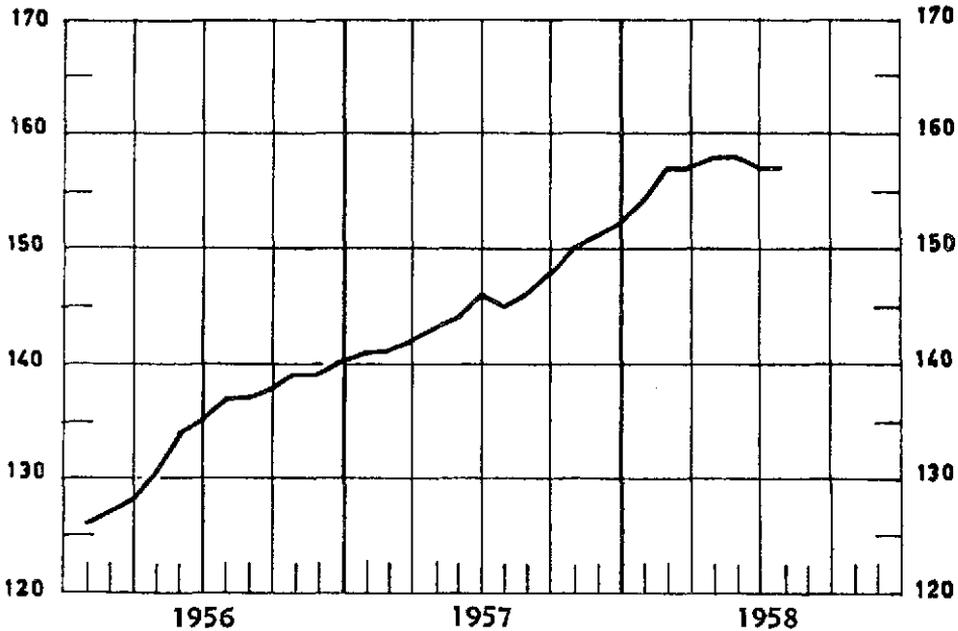
Cependant, on note un net ralentissement au début de l'été. Si pendant les 4 premiers mois de l'année, un taux de croissance de 10 % a pu être encore observé, ce taux est tombé en juin à 6,5 %. Si l'on élimine les variations saisonnières, il semble que la production industrielle ait atteint un palier en avril-mai et marque une légère tendance au recul depuis lors. (Voir graphique 8, page 45.)

Dans certaines branches produisant des biens de consommation, on peut déjà observer une diminution de la production. C'est ainsi que, correction faite des variations saisonnières, la production de textiles diminue de plus en plus depuis le début de l'année, que la production de cuirs et peaux recule légèrement depuis le printemps et que la production de biens de consommation durables n'a qu'à peine augmenté pendant ces derniers mois, à l'exception toutefois de la production d'automobiles, favorisée par l'élargissement de ses débouchés sur le marché mondial alors que la demande intérieure reste soutenue.

Contrairement aux industries de biens de consommation, les industries de biens d'équipement ont encore augmenté leur production jusqu'à ces derniers

GRAPHIQUE 8
 INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

France
 1952 = 100



(1) Variations saisonnières exclues. Moyennes mobiles sur 3 mois non compris le bâtiment.

temps, bien que dans ce domaine également un ralentissement de la croissance se fasse aujourd'hui sentir.

Le ralentissement de l'expansion de la production industrielle ne paraît pas imputable à des limitations dans les capacités de production. La dernière enquête de l'Institut national de la statistique auprès des chefs d'entreprise a en effet montré qu'il n'existait pratiquement plus de goulots d'étranglement tant en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières et en machines qu'en ce qui concerne l'embauche.

Les restrictions d'importation ayant porté plus sur les produits finis que sur les matières premières, les industriels n'ont pas été dans l'ensemble gênés par le manque de matières premières importées; dans certains secteurs les stocks ont même augmenté. Alors qu'en novembre 1957, 26 % des chefs d'entreprises interrogés déclaraient que leur production était limitée par le manque d'approvisionnements, ce pourcentage tombait à 12 % en mars 1958 et à 5 % seulement en juin.

D'autre part, les tensions s'atténuent sur le marché du travail. Dans certains secteurs elles ont même disparu. L'immigration de travailleurs étrangers continue au rythme de 10.000 entrées par mois. Les offres d'emploi non satisfaites diminuent nettement, les demandes d'emploi non satisfaites augmentent légèrement.

2. Évolution de la demande

En 1958, l'évolution en volume des divers éléments de la demande intérieure est caractérisée par les tendances suivantes : alors que la consommation privée se ralentit, l'investissement continue à croître malgré les difficultés de financement, tandis que la demande des administrations diminue.

La hausse des *revenus* disponibles des consommateurs s'est encore poursuivie en 1958 malgré une pression fiscale accrue. Les revenus salariaux ont continué leur progression, quoiqu'à un rythme plus faible au deuxième trimestre. Du 1^{er} juillet 1957 au 1^{er} juillet 1958 le taux de salaire horaire moyen a augmenté de 15 %. Les tensions subsistant sur le marché du travail ont en effet amené les employeurs à consentir des hausses de salaires successives auxquelles les contraignait par ailleurs, tout au moins pour certaines catégories de travailleurs, le relèvement du S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti), indexé sur un indice de prix. Quant aux revenus des agriculteurs et des commerçants, ils ont augmenté de 25 à 30 % durant la même période par suite de la hausse particulièrement forte des prix, surtout en ce qui concerne les produits alimentaires.

Mais du fait même de cette hausse, les salaires réels ont diminué et l'ensemble des revenus réels n'a que faiblement augmenté. La *consommation* qui s'était très fortement accrue au cours des années précédentes (10 % en valeur et 6 % en volume de 1956 à 1957) s'est trouvée ainsi ralentie au début de 1958. L'achat de produits alimentaires ayant absorbé une large part du pouvoir d'achat (du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la rigidité de la demande dans ce secteur), les achats de biens durables et semi-durables ont fléchi, principalement pendant le premier trimestre 1958.

Pendant le premier semestre 1958, comme pendant les années précédentes, l'*investissement* a été un des principaux facteurs d'expansion. Les investissements des ménages sous la forme de construction de logements ont légèrement diminué mais cette diminution a été plus que compensée par une légère augmentation des investissements des administrations et surtout par la croissance très marquée des investissements des entreprises. Les grandes entreprises nationalisées ont continué à réaliser leurs plans à long terme dans les secteurs de base (énergie, transports). Pour les entreprises privées, la hausse des salaires et les perspectives ouvertes par le marché commun ont été de puissantes incitations à investir. Les décisions d'investissement pour les mois à venir dépendent cependant dans une large mesure de la politique suivie en matière monétaire. Déjà à l'heure actuelle les résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise montrent que les difficultés de trésorerie ont augmenté ; alors que jusqu'en novembre 1957 moins de 25 % des chefs d'entreprise interrogés déclaraient avoir des difficultés de trésorerie, depuis cette date ce pourcentage dépasse 40%.

Sur la base des dernières estimations de la comptabilité nationale, la *consommation des administrations* en biens et services serait stable en valeur mais diminuerait en volume par rapport à 1957.

Principalement du fait de l'augmentation des rentrées fiscales, le compte d'affectation des administrations — qui retrace l'ensemble des dépenses et des

recettes courantes de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale à l'exclusion des investissements et des prêts et emprunts — serait en excédent d'environ 400 milliards alors qu'en 1956 et 1957 il était déficitaire de plus de 150 milliards. Ces estimations tiennent compte des dépenses nouvelles décidées en août 1958. (250 milliards) ainsi que des plus-values fiscales et des impôts nouveaux qui doivent les compenser. A la fin du mois d'août, l'« impasse », qui diffère nécessairement du solde du compte d'affectation, car elle ne concerne que les opérations de l'Etat et tient compte d'autre part des investissements et des prêts — atteignait 300 milliards contre 677 milliards à la fin du mois d'août 1957.

3. Conditions de l'équilibre

Malgré le niveau élevé de l'offre et le ralentissement de la demande, qui contribuent à un meilleur équilibre, la situation des finances extérieures et l'évolution des prix demeurent préoccupantes.

Les tensions subsistant entre l'offre et la demande continuent en effet à se refléter dans les échanges extérieurs. Si l'on compare le volume des échanges entre la métropole et le reste du monde pendant le premier semestre 1958 et pendant le premier semestre 1957, on constate que, dans leur ensemble, les importations n'ont marqué qu'une faible baisse, qui s'est d'ailleurs accompagnée d'une réduction également légère des exportations (— 1 %). Mais cette quasi-stabilité des exportations cache la forte augmentation des exportations à destination de pays d'outre-mer et surtout de l'Algérie, exportations qui se règlent en francs et pourraient s'analyser en fait comme un prolongement de la demande intérieure.

TABLEAU 18

Volume du commerce extérieur

1956 = 100

	Importations (1)			Exportations (1)		
	Zone franc	Etranger	Ensemble	Zone franc	Etranger	Ensemble
1957						
1 ^{er} trimestre	107	116	114	125	109	114
2 ^e trimestre	120	114	115	115	109	111
1958						
1 ^{er} trimestre	124	109	112	135	104	114
2 ^e trimestre	122	112	114	124	101	108

(1) Or exclu.

La diminution des importations de l'étranger a été, il est vrai, plus marquée en valeur qu'en volume du fait de la baisse des cours de matières premières et des taux de fret sur les marchés mondiaux. Au total, le déficit des échanges avec l'étranger reste important et a même marqué depuis la fin de l'année 1957 une tendance à s'accroître, tout au moins jusqu'au mois de mai. Le pourcentage de couverture des importations par les exportations, qui avait pu atteindre 87 % au quatrième trimestre 1957, principalement grâce à la réduction des importations, est retombé à 70 % au deuxième trimestre 1958.

Cette évolution défavorable du commerce avec l'étranger s'est accompagnée, notamment au mois de mai, de mouvements de capitaux de caractère spéculatif, si bien qu'à la fin du premier semestre 1958 l'avance du F.M.I. (\$ 131 millions) était épuisée et les crédits U.E.P. très largement entamés (132 millions sur les 250 millions). Depuis juin, une nette amélioration a été constatée. D'une part, le déficit des échanges avec l'étranger a diminué : le pourcentage de couverture est remonté à 80 % en juillet-août. D'autre part, les facteurs psychologiques ont joué en faveur du franc. Grâce aux ventes d'or par les souscripteurs à l'emprunt 3 1/2 % et par les détenteurs de capitaux à l'étranger, qui ont procuré 200 millions de dollars, les réserves existant au 1^{er} janvier ont pu être reconstituées. Elles sont estimées au 1^{er} septembre 1958 à 400 millions de dollars (non compris l'encaisse-or de la Banque de France). Le problème des échanges extérieurs n'est cependant pas résolu pour autant, l'équilibre n'étant pas encore atteint, alors que les réserves sont toujours faibles.

Des tensions ont également continué à se manifester dans l'évolution des *prix*, mais elles tendent à s'atténuer au cours des derniers mois. L'indice des prix de gros qui avait augmenté très rapidement à la fin de l'année 1957, s'est presque stabilisé. La diminution de 1 % constatée en juillet a fait place à une augmentation du même ordre en août, principalement du fait du relèvement du prix du blé. L'augmentation des prix des produits agricoles conformément aux indexations décidées en septembre 1957 apporte donc un élément de rigidité dans les mécanismes d'adaptation de l'offre et de la demande.

TABLEAU 19
Variations mensuelles des indices de prix

	En %							
	1957				1958			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	juillet	août
Prix de gros .	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 3,1	+ 0,4	+ 0,3	- 1,1	+ 1,0
Prix de détail	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 2,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2

La hausse des prix de détail, qui avait débuté en juillet 1957 au taux élevé de 1 % par mois, s'est poursuivie de septembre 1957 à mars 1958 au taux encore plus

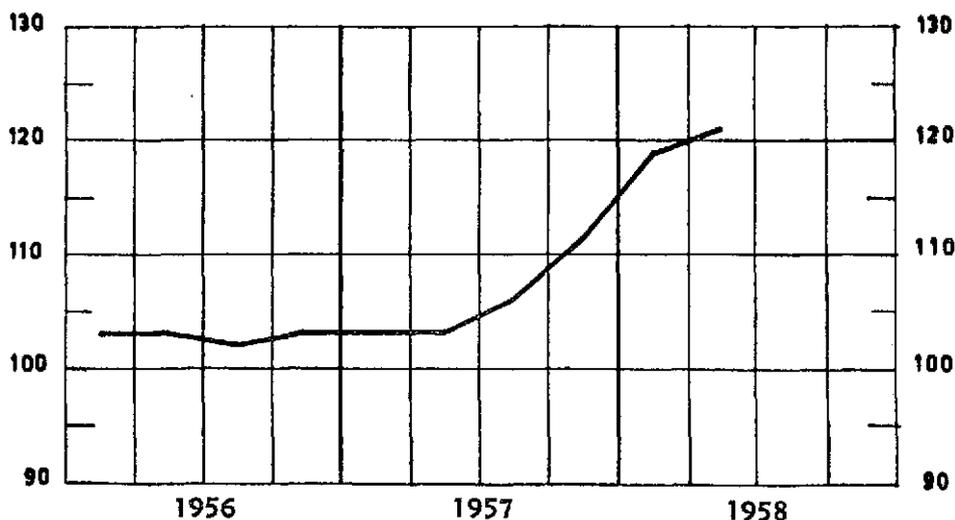
élevé de 2 % par mois. Depuis cette date l'augmentation s'est progressivement ralentie sans atteindre encore une complète stabilité.

GRAPHIQUE 9
ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

France

1953 = 100

Trimestriel



Cette hausse très importante au total (19 % en un an) tient pour partie à des circonstances accidentelles. Ce sont en effet les prix des produits alimentaires qui, du fait de la réduction de l'offre, ont monté le plus de juin 1957 à juin 1958 : le prix de détail de la viande de boucherie a augmenté de 28 % et celui du vin rouge de 75 %. D'autre part, la hausse des prix ne traduit pas seulement, en la circonstance, un déséquilibre entre l'offre et la demande. Elle résulte également des répercussions des mesures prises en matière budgétaire pour lutter contre l'inflation. Les impôts indirects ont été en effet augmentés et les subventions aux entreprises réduites lors de la préparation du budget de 1958, ce qui s'est traduit par la hausse des tarifs de chemins de fer, et a pesé notamment sur le prix des charbons importés, du pain et de certains biens de consommation durables.

4. Perspectives

La situation monétaire et financière reflète l'action anti-inflationniste entreprise au début de l'année. Les crédits à l'économie ont diminué de 48 milliards pendant les sept premiers mois de l'année. Ce sont surtout les crédits à court terme

qui ont diminué (— 70 milliards), alors que les crédits à moyen terme augmentaient légèrement. Il est vrai que la masse monétaire a légèrement augmenté. Mais cette augmentation est beaucoup plus faible que les années précédentes. D'autre part elle tient à un recours du Trésor à la Banque de France qui était rendu nécessaire par la tension persistante sur le marché monétaire et non par l'état des finances publiques. Celui-ci était en fait satisfaisant : pendant les 5 premiers mois de l'année les recettes de l'Etat ont même dépassé ses dépenses. Tous les risques ne sont cependant pas écartés. C'est en effet vers la fin de l'année que va se concentrer la réalisation de l'impasse alors que les demandes de crédit des entreprises se feront plus pressantes.

TABLEAU 20

Ressources et emplois de biens et services

	En milliards de francs courants		Variations en %		
	1957	1958	Valeur	Volume	Prix
I. Ressources					
Production intérieure brute	18 310	21 175	+ 15,5	+ 3	+ 12
Importations					
— Etranger	1 635	1 765	+ 8	— 3,5	+ 12
— P.o.M. Sarre	715	895	+ 25	+ 10	+ 14
Total	20 660	28 835	+ 15,5	+ 3	+ 15,2
II. Emplois					
Consommation des ménages	13 375	15 510	+ 16	+ 2	+ 14
Consommation des administrations (1)	1 060	1 069	0	— 7,5	+ 7,5
Formation brute de capital fixe total	3 860	4 325	+ 12	+ 3,5	+ 7,5
— par les ménages	785	805	+ 2,5	— 4	+ 6,5
— par les administrations	410	440	+ 7,5	+ 1	+ 6
— par les entreprises	2 675	3 080	+ 15	+ 6,5	+ 8,5
Exportations					
— Etranger	1 200	1 405	+ 17	+ 1	+ 16
— P.o.M. Sarre	980	1 130	+ 15,5	+ 6,5	+ 8
Ajustement	175	405	—	—	—
Total	20 660	23 835	+ 15,5	+ 3	+ 12,5

(1) A l'exclusion des autres catégories de dépenses : salaires, transferts, etc.

Malgré l'incertitude qui pèse encore sur l'évolution de la situation économique pendant les mois à venir, il est possible dès maintenant de dresser un budget économique provisoire pour l'année 1958 dans son ensemble.

La croissance de la production intérieure brute par rapport à 1957 est évaluée à 3 % en volume, la hausse des prix à 12 % en moyenne. Cette hausse serait pour l'ensemble de l'année 1958 par rapport à 1957 plus marquée pour les biens de consommation (14 %) que pour les biens de production (8 %). Le déficit en biens et services vis-à-vis de l'étranger s'établirait à 360 milliards de francs, les premières estimations (285 milliards) ayant été revues tant pour les importations que pour les exportations. En volume et d'un an sur l'autre, les investissements augmenteraient de 3,5 % alors que la consommation des ménages n'augmenterait que de 2 % et que celles des administrations diminuerait de 7,5 %.

La structure de la dépense nationale brute est donc plus satisfaisante : poursuite de l'investissement, ralentissement de la consommation, limitation de la dépense publique. Cette évolution va dans le sens que recherchaient les pouvoirs publics en appliquant le programme d'assainissement établi au début de l'année.

D — ITALIE

En Italie, l'expansion économique observée en 1957 s'est ralentie au cours de l'année 1958. Alors qu'en 1957 le produit national brut (en prix constants) s'était accru de 5,9 %, c'est-à-dire à un rythme plus rapide que pendant les années précédentes (en moyenne 4,2 %), il n'augmentera probablement au cours de l'année 1958 que de 2 à 3 %. C'est en tout cas ce qu'indique la stabilisation de la production industrielle.

TABLEAU 21

Produit national brut

En milliards de lires aux prix de 1954

	1956	1957	Variations en %
Dépenses des consommateurs	9 432	9 831	+ 4
Dépenses courantes de l'Etat	1 586	1 619	+ 2
Formation brute de capital fixe.	2 927	3 148	+ 7
Variations de stocks	102	73	— 28
Solde des échanges extérieurs de biens et services.	— 182	+ 8	
Produit national brut	13 866	14 679	+ 6

1. Évolution de la production

La *production agricole*, qui n'avait pas augmenté en 1957 en raison de conditions atmosphériques exceptionnellement défavorables, sera bien meilleure en 1958. D'après les premiers résultats, on peut estimer qu'elle dépassera d'environ 5 % le niveau de 1957. Cette augmentation concerne principalement les produits végétaux. La récolte de blé en particulier est très bonne et la production fruitière très satisfaisante. On espère une production de 52 millions d'hectolitres de vin contre 42 millions l'an dernier.

La croissance extrêmement rapide de la *production industrielle* pendant les cinq dernières années s'est arrêtée en juillet 1957. Alors que le niveau atteint en 1957 avait dépassé d'environ 8 % celui de 1956, on ne constate plus qu'une légère augmentation au premier semestre 1958. (Voir tableau 22, page 53, et graphique 10, page 54.)

L'évolution de la production est différente suivant les secteurs. Au cours du premier semestre 1958, les résultats réalisés l'année précédente n'ont pu être atteints dans la sidérurgie, l'industrie des métaux non ferreux, les industries mécaniques et l'industrie textile. Certains signes indiquent toutefois que cette détérioration ne s'aggrave plus. Dans l'industrie sidérurgique notamment, les commandes augmentent de nouveau. Dans les autres secteurs industriels, notamment dans ceux de l'automobile, des produits chimiques, du cuir et du bois ainsi que dans les indus-

TABLEAU 22
Production industrielle (1)

1953 = 100

Année	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	95	102	96	107
1954	105	112	105	114
1955	116	124	116	123
1956	121	134	126	134
1957	136	145	134	141
1958 (2)	139	147	—	—

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

(2) Provisoire.

tries alimentaires, l'évolution était plus favorable. Grâce aux commandes reçues antérieurement, la construction navale a pu accroître jusqu'à maintenant sa production, mais à moins d'une reprise accentuée des frets maritimes dans un proche avenir, les chantiers navals auront à faire face ultérieurement à de graves difficultés. La *construction* privée augmentera faiblement mais les travaux publics seront beaucoup plus importants en 1958 qu'en 1957, de sorte qu'au total l'augmentation de l'activité dans la construction atteindra 3 à 4 % par rapport à 1957.

De ce fait, de nouveaux *emplois* seront créés dans ce secteur. Aussi le marché de travail pourra encore absorber en 1958 un certain nombre de nouveaux travailleurs, quoique dans une mesure moindre que les années précédentes.

Par contre l'émigration par voie maritime qui était en 1957 d'environ 100 000 personnes, baissera. Pendant les cinq premiers mois de 1958, les émigrations ont diminué d'environ 13 % par rapport à la période correspondante de l'année 1957. Pendant la même période les immigrations par voie maritime ont augmenté de 40 %. Au total et bien que les services publics continuent à créer de nouveaux emplois, il est probable que le nombre de chômeurs restera à peu près stable par rapport à 1957.

2. Évolution de la demande

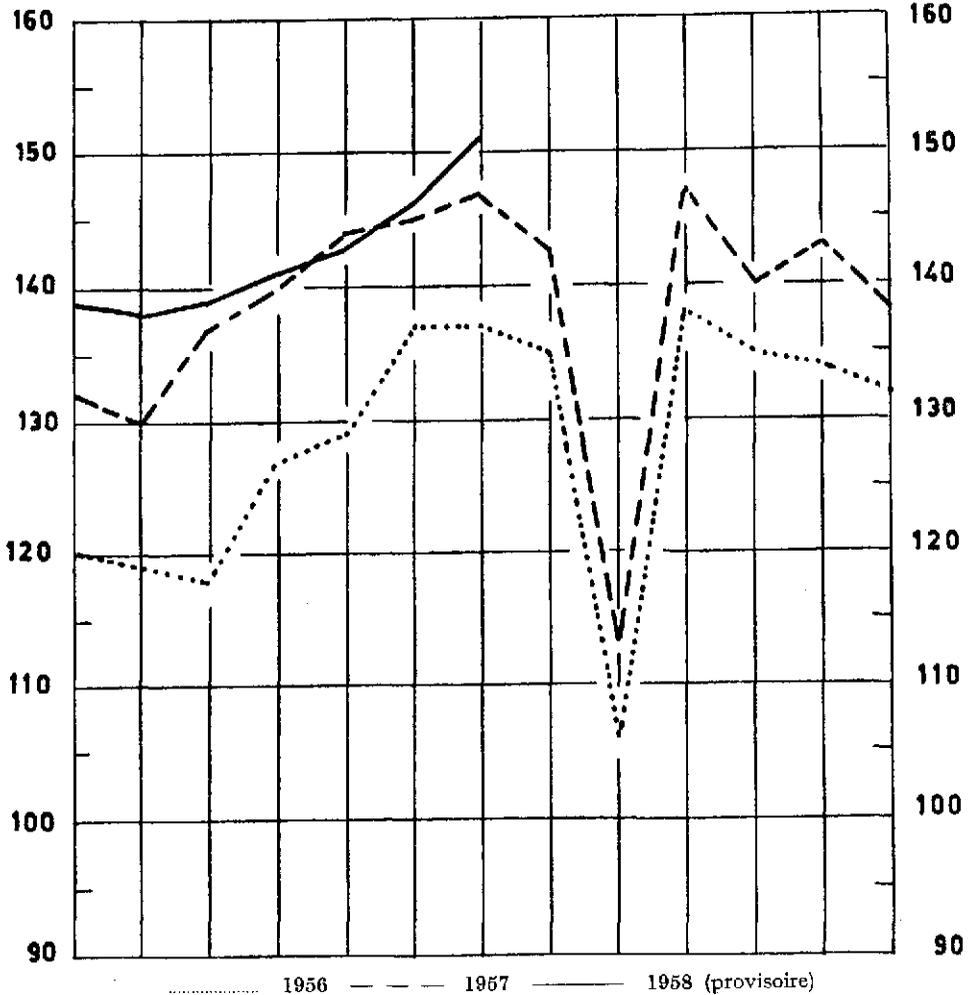
L'accroissement notable du coût de la vie par rapport à l'année précédente (5 % pendant le premier semestre 1958 par rapport au premier semestre 1957) a entraîné un relèvement des indemnités de vie chère en application du système d'échelle mobile. L'augmentation de l'ensemble des revenus explique qu'en dépit d'une épargne relativement importante, la *consommation privée* continue à augmenter bien qu'à un rythme sans doute moins élevé (en 1957 il était de 4,2 % par rapport à l'année précédente à prix constants).

GRAPHIQUE 10

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Italie

1953 = 100



(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

D'autre part, le développement des *investissements* semble être moins soutenu cette année que pendant les années précédentes. En 1957, les investissements bruts des entreprises en capital fixe avaient marqué une augmentation de plus de 6 % en volume. En 1958, par contre, il faut s'attendre à un accroissement beaucoup moins élevé. Il en sera de même des investissements des ménages sous forme de construction

de logements, qui au cours des quatre premiers mois de l'année, s'est à peine maintenue au niveau de la période correspondante de l'année précédente. Par contre, il ne semble pas que les stocks accusent une nouvelle diminution. D'une part, la stabilisation des cours des matières premières pourrait conduire à une modification de la politique de stockage des industries. D'autre part, les excellentes récoltes de cette année devraient entraîner un certain stockage de produits agricoles. Quoiqu'il en soit, tout indique que le niveau des investissements bruts reste assez élevé pour soutenir la conjoncture de façon substantielle.

La consommation des administrations augmente légèrement, comme pendant les années précédentes. Les dépenses de travaux publics s'accroissent également ainsi que les autres investissements publics.

3. Conditions de l'équilibre

Les échanges extérieurs se caractérisent par le ralentissement, suivi de la stabilisation des exportations et par la régression des importations. Au cours des cinq premiers mois de 1958, la valeur des exportations n'était supérieure que d'environ 1 % à celle des exportations de la période correspondante de l'année précédente, alors que les importations étaient inférieures de 16 %. De ce fait, le déficit de la balance commerciale a considérablement diminué : il est tombé à 186 milliards de liras, soit environ la moitié du déficit enregistré pendant la période de janvier à mai 1957. En même temps, l'excédent de la balance des invisibles s'est accru et la balance des paiements a accusé un excédent. Les réserves d'or et de devises qui étaient de 1 372 millions de dollars à la fin de 1957, se sont accrues depuis lors d'environ 200 millions de dollars.

Par suite des meilleures récoltes, on peut escompter dans le courant de la saison une baisse des prix des divers produits alimentaires. La tendance à la stabilisation des prix ne s'est cependant pas entièrement répercutée au stade de la consommation.

L'indice des prix de détail a continué à augmenter au premier semestre 1958. De 110,9 en juin 1957, il est passé à 112,5 en janvier 1958 et à 114,5 en juin (base 100 en 1953).

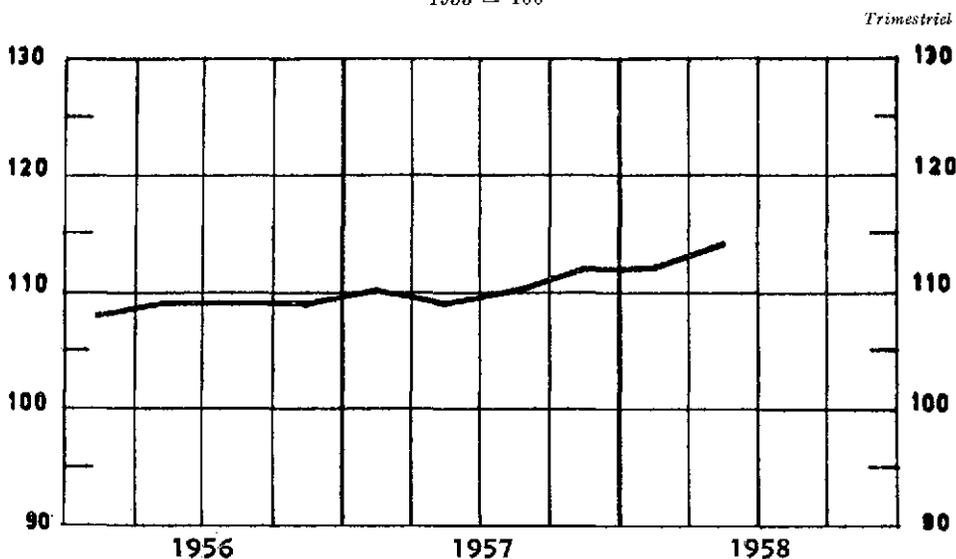
L'indice du coût de la vie a augmenté de 5,7 % entre le premier semestre de 1957 et le premier semestre de 1958. De juin 1957 à juin 1958, il enregistre même un accroissement de 7,5 %. Cette augmentation est due à un réajustement des loyers, autorisé par le gouvernement et surtout à l'augmentation des prix des produits alimentaires. (Voir graphique 11, page 56.)

Pendant le premier semestre, l'évolution monétaire s'est caractérisée par une amélioration de la liquidité de l'économie et des banques, à laquelle ont contribué l'excédent de la balance des paiements et le ralentissement des investissements.

La forte liquidité bancaire, ainsi que le niveau relativement élevé de l'épargne ont provoqué une légère baisse des taux d'intérêt, qui a été favorisée par la Banque centrale en réduisant le taux d'escompte de 4 à 3,5 % en juin 1958.

GRAPHIQUE 11
ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

Italie
1953 = 100



4. Perspectives

Au total il y a peu de raisons de craindre une détérioration sensible de la conjoncture italienne. Bien que d'année en année l'Italie devienne plus dépendante du commerce extérieur et que de ce fait l'orientation de son industrie vers l'exportation s'accroisse, l'économie italienne dans son ensemble reste en effet relativement peu vulnérable aux fluctuations économiques mondiales, et la transformation actuelle de sa structure comporte de puissants facteurs d'expansion. Le niveau élevé des investissements, dont la part dans le produit national brut dépasse 22 %, soutient fortement la conjoncture. Compte tenu par ailleurs de l'augmentation constante de la consommation privée, on peut s'attendre encore à une légère expansion de l'économie italienne. Le problème particulièrement grave du chômage provient surtout de difficultés structurelles et non conjoncturelles. Toutefois, en raison de la diminution des offres d'emploi, résultant du ralentissement actuel de la conjoncture, il se pourrait que les jeunes gens ayant achevé leur scolarité ne puissent être complètement absorbés par le marché du travail. Le maintien d'un rythme d'industrialisation rapide et la diminution prochaine du nombre de nouveaux travailleurs, due au faible taux de natalité durant la deuxième guerre mondiale, pourront peut-être contribuer à donner une solution, au moins partielle, au problème du chômage.

E — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'expansion économique du grand-duché de Luxembourg, ininterrompue depuis 1954, a accusé un ralentissement sensible au début de 1957, pour s'arrêter dans la seconde moitié de l'année. Alors qu'en 1956, le produit national brut marquait, en valeur réelle, une augmentation de 3,5 % par rapport à 1955, on a pu observer, depuis le deuxième semestre 1957, une nette régression de l'activité économique qui s'est accentuée au cours des six premiers mois de 1958.

Cette évolution est due à une contraction de la demande extérieure, qui constitue une part très importante de la demande globale. La demande intérieure, en effet, a continué à s'accroître, tant pour la consommation de biens et services que, tout au moins en 1957, pour l'investissement, mais cet accroissement n'a pas suffi à compenser la réduction des exportations.

1. Évolution de la production

La diminution du produit national brut s'est marquée essentiellement dans la contraction du volume de la *production industrielle*. L'indice de la production industrielle qui était encore, au premier semestre 1957, en augmentation de 4 % par rapport au premier semestre 1956, a diminué de 2 % dans la seconde moitié de 1957, et de 4 % dans les six premiers mois de 1958, par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Ce recul tient pour l'essentiel à la réduction de la production d'acier qui occupe une place déterminante dans la structure économique du pays et qui est particulièrement sensible aux variations de la demande extérieure. Mais d'autres branches industrielles, telles les industries du textile et du cuir, ainsi que l'industrie chimique, ont également accusé une baisse de production.

TABLEAU 23

Production industrielle (1)

1953 = 100

Année	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	104	107	95	94
1954	96	102	107	111
1955	113	114	115	121
1956	120	128	122	128
1957	127	130	122	123
1958 (2)	123	124	—	—

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

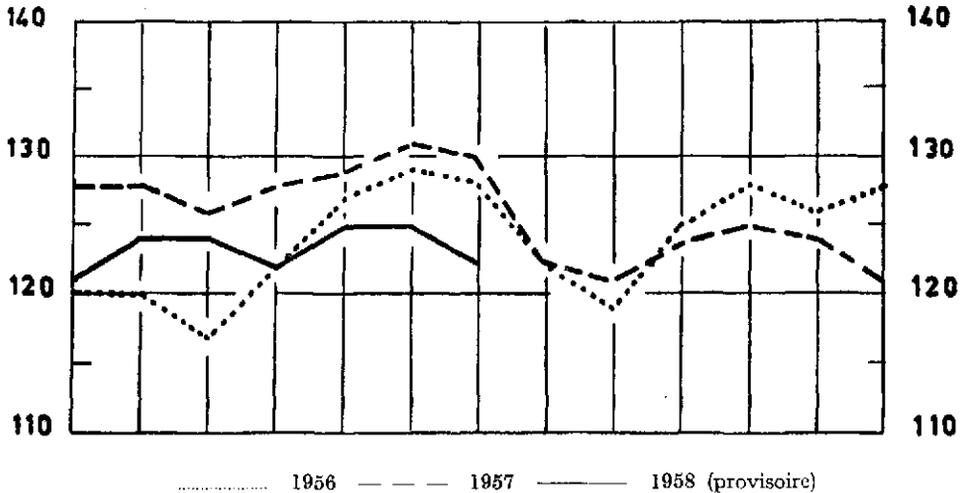
(2) Provisoire.

GRAPHIQUE 12

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Grand-duché de Luxembourg

1953 = 100



(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

2. Évolution de la demande

La part des salaires, traitements et prestations sociales dans le revenu national a augmenté, par suite de la faible élasticité des revenus salariaux, et malgré une diminution des heures de travail fournies. Cette évolution a contribué au maintien du niveau de la *consommation*, que soutenait par ailleurs une demande publique relativement élevée.

Les *investissements*, qui se sont fortement accrus en 1957, marquent en 1958 une tendance à la baisse. Alors qu'en 1957, l'industrie sidérurgique, disposant d'importantes ressources d'auto-financement, a augmenté ses investissements de 57 % par rapport à 1956, elle doit tenir compte en 1958 de la contraction de ses profits et de la baisse des commandes en provenance de l'étranger.

Dans le domaine de la construction, l'activité du bâtiment est affectée par une certaine saturation du marché qui touche d'autant plus la construction d'immeubles de rapport que la préférence des familles pour des maisons d'habitation individuelles continue à s'affirmer. Par suite du développement des travaux publics, l'ensemble de la construction marque cependant au cours du premier semestre 1958 une augmentation de près de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente.

3. Conditions de l'équilibre

Le fléchissement de la conjoncture s'est surtout fait sentir dans le domaine des échanges extérieurs. Tandis que les importations restaient à un niveau élevé pour faire face à une demande intérieure accrue, notamment en biens de consommation, les exportations diminuaient fortement par suite de la baisse de la demande extérieure de produits sidérurgiques. Au cours du second semestre de 1957, le volume des exportations a été inférieur de près de 5 % à celui du premier semestre, les prix restant inchangés. Au cours du premier semestre de 1958, il se situe encore à 3 % au-dessous de ce même niveau, malgré une baisse de prix de 5 %. Les prix à l'importation étant au contraire restés stables, les termes de l'échange se sont donc sensiblement détériorés.

Les *prix* intérieurs tendent pour leur part à se stabiliser en 1958, alors qu'en 1957 le coût de la vie avait augmenté de 4,5 % en moyenne annuelle par rapport à 1956.

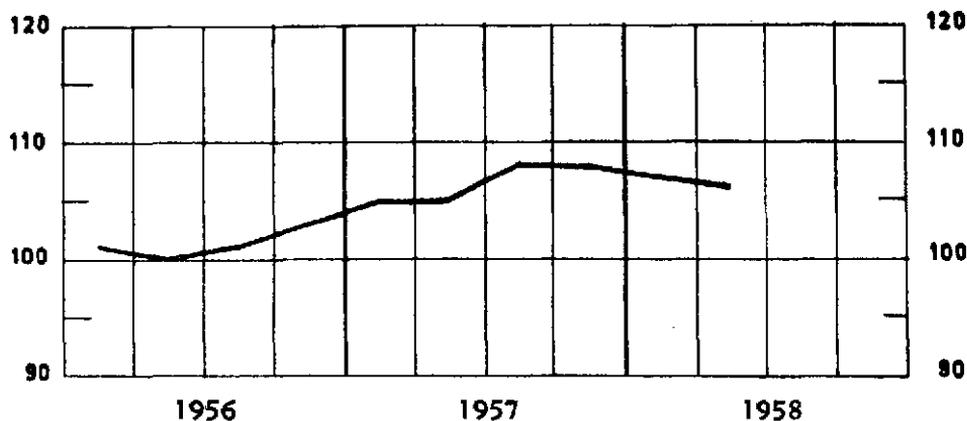
GRAPHIQUE 13

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

Grand-duché de Luxembourg

1953 = 100

Trimestriel



4. Perspectives

Les perspectives pour les mois à venir dépendent, dans une large mesure, de l'évolution ultérieure de la demande de produits sidérurgiques. Les carnets de commandes des industries d'exportation se sont considérablement dégarnis et n'atteignent qu'un niveau très inférieur à celui de 1957. La tendance des prix à

l'exportation étant d'autre part à la baisse, on peut craindre un nouveau recul du volume et de la valeur des exportations au cours de la seconde moitié de l'année 1958. Même si la demande pour la consommation reste très élevée, il faut donc s'attendre pour l'année 1958 à une diminution du produit national brut par rapport à l'année 1957. La sensibilité de l'économie luxembourgeoise à l'évolution de la conjoncture internationale conduit cependant à penser qu'une reprise dans les pays voisins et sur les marchés mondiaux se traduirait rapidement par une nouvelle expansion dans le grand-duché de Luxembourg.

F — PAYS-BAS

L'existence de fortes pressions inflationnistes et d'importants déficits de balance des paiements ont obligé les autorités néerlandaises à instaurer, au cours de 1957, une politique de restrictions sévères. La mise en application de ces mesures restrictives a rapidement amené le revirement voulu. Le solde de la balance des paiements est à nouveau largement positif et les prix tendent, après l'augmentation assez rapide enregistrée au cours de 1957, à la baisse.

Ce résultat a cependant été obtenu au prix d'un très net ralentissement de l'activité dans ce pays. Aussi un certain assouplissement de la politique restrictive mise en vigueur l'an dernier est-il apparu à la fois nécessaire et possible, et, déjà, les autorités néerlandaises ont-elles cherché à stimuler certains secteurs de l'économie plus particulièrement affectés par la conjoncture.

Le Produit national brut (exprimé en prix constants), qui avait augmenté de 3,5 % en 1956 et de 2,8 % en 1957, s'est stabilisé vers la fin de l'année. Bien que dans les derniers mois de 1958 on puisse s'attendre à une légère reprise, il est probable que pour l'année 1958, le Produit national brut se situera à un niveau légèrement inférieur à celui de 1957.

TABLEAU 24

Produit national brut

En millions de florins aux prix de 1954

	1956	1957	1958 (1)
Dépenses des consommateurs	18 300	18 000	18 200
Dépenses courantes de l'Etat	4 050	4 000	3 900
Formation brute de capital fixe	7 150	7 500	6 700
Variations de stock	+ 550	+ 1 050	— 200
Exportations	15 800	18 800	16 950
Total des ressources utilisées	45 850	47 350	45 600
Moins — importations.	16 300	16 950	15 750
Produit national brut aux prix du marché	29 550	30 400	29 850

(1) Prévvision.

1. Évolution de la production

Bien que les conditions atmosphériques aient été dans l'ensemble défavorables, les premiers résultats semblent indiquer que les récoltes n'ont pas trop souffert. Dans les premiers mois de l'année la production agricole a été supérieure à celle

enregistrée dans la même période de 1957; notamment, la production de lait et de produits laitiers a sensiblement augmenté. Toutefois l'exportation de certains produits, en particulier le beurre, a été sérieusement affectée; mais la très forte baisse des cours enregistrée alors a provoqué une augmentation de la demande interne et une réduction des surplus stockés.

En 1957, la *production industrielle*, bien que supérieure en moyenne de 3 % à celle de 1956 accusait un fléchissement continu tout au long de l'année. Au cours du premier semestre de 1958 elle tend à se stabiliser et même à augmenter légèrement. Au deuxième trimestre elle n'était inférieure que de 2,2 % à celle du second trimestre 1957, tandis qu'au premier trimestre elle marquait un recul de 5 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Il paraît cependant peu probable que, pour l'année prise dans son ensemble, elle atteigne le niveau de 1957. (Voir graphique 14, page 63.)

TABLEAU 25

Production industrielle (1)

1953 = 100

Année	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1953	95	102	99	105
1954	107	117	110	117
1955	118	126	118	125
1956	123	132	123	129
1957	134	136	124	126
1958 (2)	128	133	—	—

(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

(2) Provisoire.

La réduction la plus sensible de l'activité a été enregistrée dans les industries de biens d'équipement et dans le secteur textile. Elle est moins marquée dans les autres industries de biens de consommation.

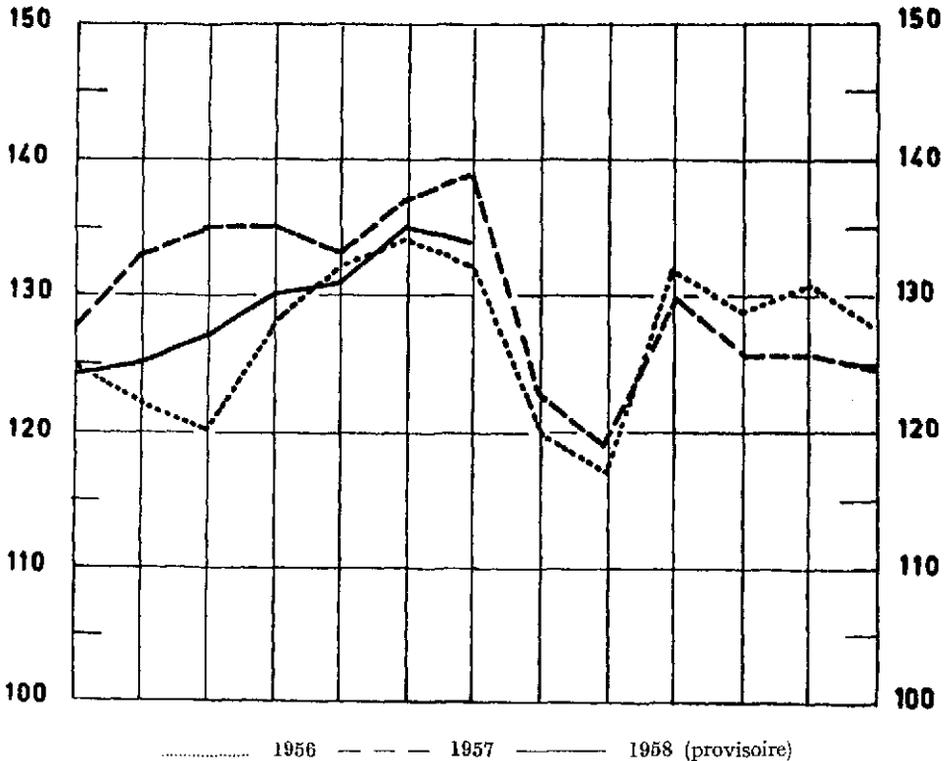
Les données disponibles à la fin du mois de juillet 1958 sur l'évolution des carnets de commandes ne semblent pas indiquer de reprise caractérisée de la demande extérieure ou intérieure; le niveau des commandes demeure sensiblement inférieur à celui enregistré à la même période de l'année précédente.

Le secteur de la *construction* qui avait fortement contribué au niveau élevé des investissements en 1957 semble avoir été particulièrement frappé par le fléchissement de l'activité. Alors que 88.000 logements avaient été terminés en 1957, il est certain que ce chiffre ne sera pas atteint en 1958, bien que les perspectives apparaissent aujourd'hui plus favorables du fait de la baisse des taux d'intérêt et de l'augmentation du montant des subventions prévues au titre de la loi sur le logement.

GRAPHIQUE 14

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Pays-Bas
1953 = 100



(1) Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabacs.

Le ralentissement de l'activité et l'augmentation rapide de la population active ont provoqué un accroissement sensible du *chômage*; le nombre de chômeurs a dépassé 100 000 en 1958, alors qu'il se situait autour de 50 000 en 1957. Au niveau de l'activité du premier semestre de 1958 il atteindrait près de 150 000 en 1959 du fait de la croissance démographique. Toutefois la légère reprise enregistrée au cours des derniers mois devrait conduire, si elle se confirme, à une évolution plus favorable.

2. Évolution de la demande

Du fait de la réduction des tensions sur le marché du travail, les salaires ont eu tendance à se stabiliser. A la suite des fortes augmentations qui eurent lieu

en décembre 1956 et janvier 1957, ils avaient accusé une hausse moyenne de l'ordre de 4 % pendant l'année 1957. Cette hausse ne dépassera sans doute pas 3 % en 1958, compte tenu des réajustements qui eurent lieu au cours du deuxième trimestre de cette année.

Le fléchissement de la *consommation privée* au cours du deuxième semestre 1957 est reflété dans la baisse de 2 % enregistrée pour l'année prise dans son ensemble par rapport au niveau de 1956. Au cours du 1^{er} semestre 1958, on constate un léger revirement et pour l'année entière il est probable que le niveau sera supérieur d'environ 1 % à celui de l'année précédente.

Les *investissements* avaient rapidement progressé au cours des trois dernières années, tant à cause de la demande élevée dans le secteur privé que du fait de l'accroissement de près de 50 % des dépenses des collectivités locales entre 1955 et 1957 en particulier dans le domaine du logement. Ils se situeront cette année à un niveau sensiblement inférieur à celui de 1957. Le fléchissement s'était déjà fait sentir au cours du deuxième semestre de 1957 et les mesures restrictives prises par les autorités vers le milieu de l'année ainsi que le ralentissement de l'activité mondiale ont contribué à renforcer cette baisse au cours des premiers mois de 1958. Un renversement de cette tendance paraît peu probable au cours de la deuxième moitié de l'année.

3. Conditions de l'équilibre

La détérioration de la balance des *échanges extérieurs* au cours du premier semestre de 1957 reflétait l'aggravation des tensions inflationnistes. Dès le troisième trimestre, la situation s'améliorait et cette tendance n'a fait que s'accroître au cours du premier semestre de 1958.

Les mesures de restrictions prises par les autorités néerlandaises amenèrent en effet une baisse très sensible des importations qui s'est prolongée dans les premiers mois de 1958.

Cette baisse, déjà importante en volume par suite de la réduction d'activité et du déstockage, est plus marquée encore en valeur du fait de la chute des cours des matières premières. (Voir tableau 26, p. 65.)

L'accroissement du volume des exportations s'est poursuivi, bien qu'à un rythme plus faible, au cours des derniers mois.

L'amélioration de la balance des services enregistrée au cours de la dernière année tient en partie à ce que les importations néerlandaises s'effectuent le plus souvent sous le régime « *tramp* », qui est tout particulièrement affecté par les variations des frets mondiaux. Les exportations, par contre, se font plus fréquemment sur des navires néerlandais, frétés sous le régime « *time-charter* » qui ne reflète les baisses de taux de fret qu'à plus long terme.

La chute des réserves d'or et de devises pendant les trois premiers trimestres de 1957 tenait au déficit croissant de la balance commerciale ainsi qu'à la spéculation contre le florin. Les mesures prises par les autorités tant pour contrecarrer ces mouvements de capitaux (relèvement du taux d'escompte, restrictions au com-

TABLEAU 26

Importations et exportations

En millions de florins

Année	Importations	Exportations	Déficit
<i>1957</i>			
1 ^{er} trimestre.	4 119	2 899	— 1 220
2 ^e trimestre.	3 964	2 718	— 1 246
3 ^e trimestre.	3 824	2 979	— 845
4 ^e trimestre.	3 691	3 174	— 517
<i>1958</i>			
1 ^{er} trimestre.	3 315	2 923	— 392
2 ^e trimestre.	3 420	2 902	— 518

merce des devises, etc.) que pour améliorer la balance commerciale, furent rapidement suivies d'effet au dernier trimestre. Les réserves augmentèrent et cette évolution s'est poursuivie au cours de 1958. Au 1^{er} septembre, le montant des réserves d'or et de devises avait atteint 4 855 millions de florins. Il est peu probable que les réserves continuent à augmenter à la même cadence, une partie de l'accroissement relevant de facteurs temporaires tels que la variation des stocks et l'émission d'un important emprunt de la Royal Dutch à la fin de 1957 et au début de 1958.

Les *prix* de gros n'ont pas varié au cours de 1957 et marquent depuis le début de 1958 un léger recul. L'indice général du coût de la vie au contraire continue à progresser fortement jusqu'en septembre 1957. Il s'est alors stabilisé et depuis quelques mois, manifeste une légère tendance à la baisse. (Voir graphique 15 et tableau 27, page 66.)

4. Perspectives

L'évolution favorable du marché monétaire a permis à la Banque centrale d'assouplir graduellement la politique de restriction instaurée vers le milieu de l'année 1957. Le taux de l'escompte est tombé de 5 % à la fin de 1957 à 4,5 % en janvier 1958, à 4 % en mars et à 3,5 % en juin. Les taux de l'intérêt à court et à long terme ont fléchi également au cours du premier semestre de 1958.

Depuis le début de l'année, la tension sur le marché des capitaux a disparu et les autorités locales ont pu émettre une série d'emprunts, tant pour couvrir leurs besoins de trésorerie que pour rembourser les avances du Trésor. Par suite de l'évolution assez défavorable des recettes fiscales et de l'augmentation des dépenses, l'Etat s'est par ailleurs adressé au marché monétaire et a émis de nouveaux bons du Trésor à concurrence de 550 millions de florins.

GRAPHIQUE 15

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

Pays-Bas

1953 = 100

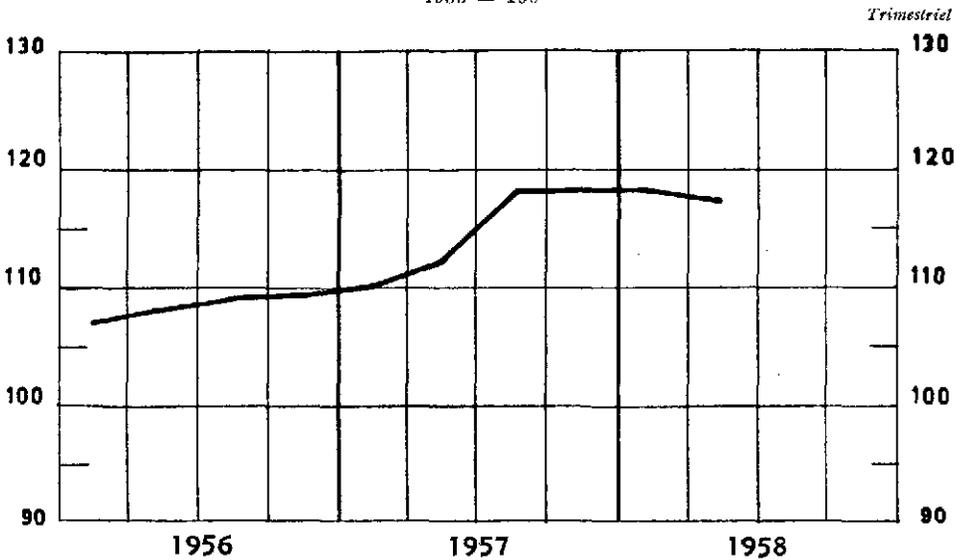


TABLEAU 27

Évolution du coût de la vie

1953 = 100

Année	Coût de la vie	Prix	
		Gros	Détail
1953	100	100	100
1954	104	101	104
1955	106	102	105
1956	108	105	106
1957	114	107	118
1958			
1 ^{er} trimestre	118	107	122
2 ^e trimestre	117	106 (1)	121 (1)

(1) Provisoire.

Le déficit budgétaire qui avait atteint 800 millions de florins en 1957 sera du même ordre en 1958. La diminution sensible des rentrées fiscales et la forte augmentation des subventions aux fermiers provoqueront en 1959 une aggravation du déficit qui pourrait atteindre 1,5 milliard de florins.

Les problèmes que posent l'existence de ce déficit et sa réduction éventuelle ne peuvent être examinés simplement en fonction de la conjoncture actuelle. Ils doivent l'être également en tenant compte des contraintes qui s'imposent à plus long terme aux autorités néerlandaises.

D'une part en effet, l'importance du commerce extérieur dans l'économie néerlandaise exige le maintien de fortes réserves de devises. Il convient en effet que l'économie soit en mesure de faire face tant aux mouvements de paiement qu'aux crises conjoncturelles extérieures qui peuvent affecter la balance commerciale. Ces réserves atteignent actuellement un des niveaux les plus élevés depuis la guerre. Elles ne représentent cependant que quatre mois d'importations dans un pays où les importations de biens et services s'élèvent à plus de 55 % du produit national brut.

D'autre part, l'accroissement rapide de la population active aux Pays-Bas rend nécessaire une politique d'expansion à long terme, assurant la création d'un nombre d'emplois correspondant à celui des nouveaux travailleurs.

Le problème se pose donc d'atteindre un taux de croissance suffisant sans pour cela provoquer des pressions inflationnistes qui affecteraient défavorablement la balance des paiements, réduiraient les réserves de devises au-dessous du minimum indispensable et forceraient le gouvernement à imposer des mesures de restrictions préjudiciables à l'emploi.

Indication des sources

Les données des tableaux et graphiques ont été puisées aux sources suivantes :

A — TABLEAUX

- 1 et 2 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 3 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 4 : Chiffres soumis par les instituts nationaux de statistique.
- 5 : Lloyd's Register of Shipbuilding Returns.
- 6 et 7 : Bulletin des Statistiques du Logement et de la Construction pour l'Europe, Commission Économique pour l'Europe, Genève.
- 8 : International Financial Statistics, International Monetary Fund.
- 9 : Wirtschaft und Statistik, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden.
- 10 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 11 : Monatsberichte der Deutschen Bundesbank, Frankfurt/Main.
- 12 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 13 et 14 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 15 : Bulletin de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales, Louvain.
- 16 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 17 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 18 et 19 : Bulletin Mensuel de Statistique, Institut National de la Statistique et des Études Économiques, Paris.
- 20 : Ministère des Finances. S.E.E.F.
- 21 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 22 et 23 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 24 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 25 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 26 et 27 : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.

13 — *GRAPHIQUES*

- 1 : Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales, Paris.
- 2 : Indice Moody, Indice Reuter.
- 3 et 4 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 5 : International Financial Statistics, International Monetary Fund.
- 6 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Haute Autorité, Luxembourg.
- 7 : International Financial Statistics, International Monetary Fund.
- 8 : Etudes et Conjoncture, revue mensuelle de l'Institut National de la Statistique et des Études Economiques.
- 9, 11, 13 et 15 : International Financial Statistics, International Monetary Fund.
- 10, 12 et 14 : Bulletin Statistique de la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier, Luxembourg.